

Le libertaire

Administration : PIERRE LENTENTE
9, Rue Louis-Blanc, PARIS (10°)

QUOTIDIEN ANARCHISTE

A partir de 20 heures : Téléphone Gutenberg 26-55

Réaction : ANDRÉ COLOMER
123, Rue Montmartre, PARIS (2°)

ABONNEMENTS

FRANCE	ETRANGER
Un an.... 80 fr.	Trois mois, 28 fr.
Six mois... 40 fr.	Six mois... 56 fr.
Trois mois, 20 fr.	Un an.... 112 fr.
Chèque postal Lentente 656-02	

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

ANARCHISME & JOURNALISME

Sous le titre : *Modernisons nos armes*, voici un an bientôt que notre camarade Colomer faisait paraître un article qui eut un grand retentissement, en même temps qu'il réunissait l'approbation enthousiaste de tous les camarades sérieux. Cet article était une démonstration rigoureuse de l'insuffisance, chaque jour plus accentuée, d'un journal hebdomadaire ; son but était la préparation des esprits à la transformation rapide du *Libertaire* hebdomadaire en journal quotidien.

Une vive campagne suivit la parution de cet article. Tous les compagnons, tous, sans exception, trouvaient excellente l'idée émise par notre ami Colomer. Et, si quelques-uns demeuraient sceptiques, c'était seulement sur les possibilités de réunir les moyens matériels suffisants à assurer le lancement du quotidien et sa parution régulière.

Mais, des chiffres indiscutables ayant été fournis par les camarades chargés des différents rapports, ce fut l'unanimité des anarchistes (moins une voix) qui décida de lancer un emprunt, dont le montant serait destiné à transformer le *Libertaire* en quotidien.

Depuis, grâce à des événements favorables, nous avons pu réaliser notre projet, et cela au moment où nous commençons à perdre presque tout espoir.

Depuis, une expérience a été tentée. Cette expérience est pour moi définitive. Elle a superbement prouvé de quelle utilité peut être un journal quotidien, lequel, habilement dirigé, doit devenir une arme redoutable entre les mains de ceux qui savent s'en servir. De plus, cette expérience prouve que les audacieux, les innovateurs, avaient encore raison.

Aussi, je suis heureux de dire ma joie de voir que les partisans du quotidien restent, malgré quelques déficiences provisoires, assez nombreux et assez persévérants dans l'effort pour donner à celui que d'aucuns auraient voulu voir mourir, une force et une vigueur non encore égales.

D'ailleurs, comme l'a magistralement démontré Descarsin, notre œuvre est maintenant sauvée, puisqu'il ne s'agit plus de faire pour elle des sacrifices, mais simplement d'avoir un peu de volonté et d'être persévérant. Je sais que le quotidien peut vivre. J'ai la conviction profonde qu'il vivra.

C'est précisément parce que j'ai cette conviction, que je crois indispensable de dire ce que j'entends par « moderniser nos armes ». Cette modernisation ne doit pas se borner à une simple transformation consistant à paraître tous les jours. Il faut modifier aussi notre façon de faire le journal et l'adapter à la fonction d'un quotidien. Un pas a déjà été fait ; il convient d'en faire un autre. Il n'est pas désirable de voir se prolonger la crise actuelle.

Le plan Descarsin a certes le grand avantage d'assurer la publication de notre organe, mais il présente aussi un grand inconvénient : celui de rechercher dans un cercle trop étroit les soutiens d'une œuvre dont la puissance est en rapport direct du nombre de nos lecteurs. Car, évidemment, soutenu (et par conséquent lu) par un public peu nombreux et essentiellement anarchiste, le *Libertaire* ne sera jamais cette arme puissante et redoutée que nous avons eu l'intention de forger.

Il faut donc moderniser encore et faire un journal intéressant pour tous et non pour les seuls anarchistes ou sympathisants.

A mon avis, il y a dans ce sens de profonds changements à apporter dans nos façons de concevoir la propagande, et il faut, ou il faudra un jour, en arriver à faire du journalisme.

J'ai écrit journalisme, mais j'écarte dans ma pensée tout ce que ce mot soulève d'idées désagréables.

Je le lave des nombreuses souillures dont il est généralement couvert, et je vois là un travail utile et indispensable. Une besogne honorable, parce que souvent dure et toujours ingrate. Quoi de plus difficile, en effet, que de tâcher d'intéresser à nos idées ceux même qui sont le moins aptes à penser ? Les yeux fixés vers ce but, que d'efforts ne peut-on tenter ! Que d'intelligence et d'initiative à déployer pour rechercher un résultat positif à une époque où la foule (la masse, comme disent d'aucuns) semble avoir perdu toutes notions exactes sur les idées de progrès social et où les prolétaires, non sans raisons, d'ailleurs, se désintéressent du mouvement syndical, le seul susceptible

d'améliorer au jour le jour leur situation matérielle !

Oui, que d'efforts à tenter, malgré le nombre et la grandeur des obstacles, car dans la grande foule, si toute idée est morte, de bons sentiments semblent avoir survécu. Exemple, ce désir profond de voir accorder une large amnistie, pourvu, bien entendu, que cela ne coûte qu'un *désir*. D'autre part, songez que ce n'est plus dans les syndicats que nous pourrions nous consacrer à l'éducation sociale du prolétariat, puisque, dégoutées des spéculations honteuses qui se font sur leur dos, les masses laborieuses désertent, de plus en plus, les organisations syndicales.

En conséquence, devant toutes ces considérations, si nous avons le souci du rapide progrès de nos idées au sein du peuple tout entier, si nous voulons acquiescer en peu de temps cette grande influence à laquelle nous avons le droit de prétendre, il faut à tout prix faire un journal anarchiste complet, s'intéressant à tout ce qui a trait à l'activité humaine, il faut créer un véritable journal populaire, duquel l'art et le bon goût ne seraient pas exclus.

Institutions, sans tarder, de nouvelles chroniques, faisons en sorte que nos lecteurs, pour être renseignés sur tout ce qui les intéresse, ne soient pas obligés d'acheter un deuxième journal.

Alors, mais alors seulement, notre tirage augmentera, nos cris de détresse se feront moins nombreux, notre position sera consolidée et nous aurons entre les mains cette arme puissante redoutée de tous nos adversaires.

En résumé, une simple question se pose, à savoir : QUELLE EST, POUR LE PLUS GRAND PROFIT DE NOS IDEES, LA MEILLEURE FAÇON DE FAIRE ET DE PRESENTER UN JOURNAL ANARCHISTE ?

Cependant, quelle que soit leur opinion à ce sujet, il me semble que tous les anarchistes comprendront que d'autres puissent s'intéresser à des questions qui les laissent indifférents et qu'ils feront montre de la plus grande tolérance, de la plus grande largeur de vue, surtout vis-à-vis de la rédaction permanente.

FERANDEL.

LE FAIT DU JOUR

Droit, Justice et Civilisation...

Herriot a parlé. Et il nous semblait, par moment, entendre le discours de Raymond-la-Mort.

Où ! assurément, le sanguin et musclé costard du Bloc des gauches n'avait pas le ton macabre du pale rieur des cimetiers. Il mettait de la bonne humeur dans ses phrases et de la bonne santé colorait son éloquence patriotique. Mais il n'en était que plus dangereux à entendre. Le gène lyonnais donnait bien l'illusion d'apporter dans ce pays du nouveau. Or, il ne faisait que chanter d'une voix plus forte et sur un air bon enfant toutes les vieilles rengaines réactionnaires de son prédécesseur.

D'abord, voici la grosse désillusion pour les copains de bonne foi qui ont cru libérer les « consciences » du temps de guerre en appuyant de leurs voix ces « hommes de Progrès » : Herriot exclut de son amnistie les traitres et les insoumis.

Nous savons tous que parmi les traitres il n'y a pas que les serviteurs des Etats étrangers : on a condamné comme tels des hommes qui se sont refusés à assassiner pour la patrie.

Quant aux insoumis, ne sont-ils pas les seuls qui peuvent lever le front et regarder sans honte ceux qui leur parlent des millions de morts de la grande guerre ?

Et ce sont ceux-là, précisément les plus nobles, qui ne bénéficieront pas de la loi de « pardon » !

Ignominie d'une telle amnistie ! Duperie démocratique !

Puis voici le droit syndical qui n'est reconnu aux fonctionnaires qu'à la condition de ne pas s'en servir. Interdiction leur est faite d'user du droit de coalition : la grève sera, comme sous Poincaré, comme sous Clemenceau, considérée comme un crime contre la patrie.

Enfin, la politique extérieure de M. Herriot continue fidèlement celle de ses prédécesseurs : occupation de la Ruhr et garde sur le Rhin, — le tout au nom du Droit, de la Justice et de la Civilisation.

Ah ! le beau discours de propagande anarchiste que vient de nous faire le chef du Bloc des Gauches, nouveau président du conseil !

Allons, les copains, plus que jamais veillons au grain et préparons-nous aux manifestations de rue pour imposer notre amnistie.

Les libertaires doivent, plus que jamais, n'avoir confiance que dans l'action révolutionnaire pour hâter la libération des consciences et accomplir l'émancipation des travailleurs.

Le dégonflage du Bloc des Gauches

Herriot continue Poincaré...et vive la Politique !

Grande séance de réouverture hier après-midi. Tout est complet au Palais-Bourbon : grands premiers rôles, petits rôles et figurants sont tous là. Les tribunes regorgent de monde, beaucoup de femmes.

Herriot fait ses débuts de président du conseil.

Tout en haut de la tribune tout en or, d'où il doit faire le pion de la Chambre, Paul-Bruant dit Paillole, raide et gonflé, n'a pas l'air à son aise. Durant les cinq heures de cette séance il dodeline lamentablement sa tête de veau, croise et décroise ses bras, se lève, s'assoie, frappe du coupe-papier et s'effondre.

— Messieurs, bafouille-t-il, la parole est à M. Herriot pour la lecture du message de M. Doumergue, président de la République.

M. Herriot, face longue et non dépourvue de quelque puissance, porte son ventre avec rondour.

Il lit d'une voix chantante la prose insipide du nouveau chef d'Etat.

LE MESSAGE PRESIDENTIEL

On entend des formules creuses dans le genre de celle-ci :

« Respectueux de la Constitution dont je dois être le gardien... » «...servir les intérêts conjugués de la France et de la République unies dans mon cœur... »

Et ces phrases passe-partout sont applaudies sur tous les bancs, de la gauche à la droite. Seuls les communistes gardent le silence.

Mais peu à peu le message présidentiel prend une précision réactionnaire.

« Des problèmes nombreux se posent en ce moment devant le Pays et le Parlement. Ils seraient aisés à résoudre si, partout dans le monde, on pouvait enfin respirer une pure atmosphère de paix. S'il n'en est pas encore ainsi, ce n'est pas la faute de la France. Notre pays ne nourrit aucune ambition dangereuse. Il n'aspire qu'à obtenir le paiement des réparations qui lui ont été solennellement promises, et des garanties de sécurité non illusoires.

« Il faudra pour cela, cependant, que le débiteur fasse preuve d'autant de bonne volonté et de bonne foi que le créancier, et que cette preuve résulte de faits précis et non de simples engagements sans lendemain assurés.

« Mais l'esprit conciliant de la France, qui est sincère et indiscutable, ne pourrait pas aller toutefois jusqu'à endormir sa vigilance en lui faisant oublier les leçons du passé. Il ne la ferait pas davantage renoncer à sa force propre, pas plus qu'à son contrôle que les traités lui donnent le droit d'exercer chez un vaincu qui lui paraîtrait se préparer à la revanche au lieu de chercher à tenir les promesses signées par lui. »

Et ces phrases qui rappellent le pur Poincaré sont applaudies aussi bien des députés du Bloc des Gauches que de ceux du Bloc National.

LA DECLARATION MINISTERIELLE

Puis Herriot lit le programme du nouveau gouvernement. Le nez épais, la tête carrée, le cou fort, il semble à chaque pose, entre deux phrases, ajouter : « Je suis là ; je suis comme ça ; j'y suis, j'y resterai ! »

Voici les principaux passages de cette déclaration qui apportent bien des désillusions à ceux qui fondaient encore quelque espoir dans la politique du Bloc des Gauches.

D'abord voici de la phraséologie démocratique :

« Au dedans comme au dehors, le gouvernement n'aura qu'un but : donner à ce pays dans le travail et par le progrès la paix qu'il a si noblement méritée. »

Puis Herriot précise les mesures qu'il compte prendre. D'abord à l'égard de l'Eglise et des congrégations :

« La paix morale tout d'abord. Si nous sommes décidés à ne pas maintenir une ambassade près le Vatican, et à appliquer la loi sur les Congrégations, ce n'est en aucune façon dans une pensée de persécution ou d'intolérance. Nous prétendons seulement assurer la souveraineté de la législation républicaine, ainsi que la distinction nécessaire entre le domaine des croyances et celui des affaires publiques. L'idée de laïcité, telle que nous la concevons, nous apparaît comme la sauvegarde de l'unité et de la fraternité nationales (*Interruptions à droite*). Les convictions personnelles, tant qu'elles ne portent pas atteinte à la loi, nous avons l'obligation de les ignorer ; nous ne pouvons les connaître, le cas échéant, que pour les protéger. »

Et voici maintenant le fameux passage relatif à l'amnistie — à ce que M. Herriot a le culot d'appeler l'amnistie.

« De même, notre ambition est de donner à la France la paix sociale. Pour marquer nos intentions par des actes, nous procéderons tout d'abord à une série de mesures bienveillantes. Nous déposons aujourd'hui même un projet de large amnistie, QUI N'EXCLUT QUE LES TRAITRES ET LES

INSOUMIS ». (Vifs applaudissements à l'extrême-gauche et à gauche.)

Ainsi les insoumis sont exclus de l'amnistie de M. Herriot et les socialistes ont applaudi cette mesure imbécile, cette mesure lâche qui barre de la vie sociale, de la vie humaine, tous ceux qui ont eu pendant la guerre le respect de cette vie humaine.

Le président du Conseil continue :

« Nous poursuivrons la réintégration des agents de chemins de fer révoqués. (Applaudissements sur les mêmes bancs)... Pour rétablir les garanties dues à tous, nous vous demanderons de supprimer les décrets-lois. (Mêmes mouvements). »

Maintenant il en vient à la question du droit syndical pour les fonctionnaires. Roulier de la politique démocratique, Herriot le résout habilement, avec l'habituelle hypocrisie des radicaux socialistes qui donnent d'une main au peuple pour lui retirer de l'autre :

« Il est temps de procéder à une large réforme administrative, d'accroître les libertés locales. Nous demanderons au Parlement d'entreprendre sans retard cette réforme. Elle ne saurait être menée à bien sans la collaboration des agents de l'Etat eux-mêmes. (Applaudissements à gauche et à l'extrême-gauche). Ainsi se pose le problème des fonctionnaires civils. Le Gouvernement ne leur interdit pas l'organisation professionnelle. Il leur accorde donc le droit syndical. (Vifs applaudissements à l'extrême-gauche et à gauche). Mais il déclare, qu'AU CAS D'UNE ACTION COLLECTIVE DE CES FONCTIONNAIRES CONTRE LES INTERETS DE LA NATION, IL NE RENONCE A AUCUN DES DROITS DONT LES GOUVERNEMENTS REPUBLICAINS ONT USE ET QUILS TIENNENT SOIT DES LOIS, SOIT DE LA JURISPRUDENCE. »

Et voilà ce que les socialistes osent encore applaudir. Voilà la politique qu'ils vont soutenir. C'est la politique du traquenard. « Syndiquez-vous, c'est votre droit, mais si l'exercice de ce droit trouble l'ordre bourgeois, compromet l'ordre capitaliste, gare aux fusils et aux mitrailleuses, gare à la

dissolution de vos syndicats, fonctionnaires ! » Pauvre socialisme !

M. Herriot déclare ensuite qu'il fera effacer les différences de législation entre les départements recouvrés et l'ensemble du territoire de la République, c'est-à-dire qu'il réalisera la suppression du commissariat général en Alsace-Lorraine.

Enfin il en vient à son programme social. Il est d'un creux qui s'adonne d'harmonieuses figures de rhétorique :

« Il faut organiser la démocratie. Les vrais fauteurs de désordres, ce sont ceux qui se refusent aux réformes légitimes. Dans une démocratie, il n'y a d'équilibre stable que par le mouvement. Nous ne laisserons pas toucher aux avantages acquis par le monde du travail. Nous maintiendrons la loi de huit heures, dont l'expérience a démontré la sagesse, et qui a déjà si profondément amélioré la condition matérielle et morale du salarié. Nous désirons la prompte ratification des conventions adoptées par les conférences internationales du travail, de Washington et de Genève. »

Et voilà ce qui suffit à contenter les « syndicalistes », de la rue Lafayette. Voilà tout le programme de Jouxhaux !

« Au lieu de supprimer les industries d'Etat, nous voulons les moderniser. Nous mettrons en valeur nos colonies, en appliquant les bienfaits de notre civilisation aux indigènes que la France considère, non comme ses sujets, mais comme ses enfants.

« Mais l'agent essentiel de la production, l'ouvrier ou paysan, a le droit d'être protégé contre le chômage et la maladie, la vieillesse et l'invalidité. Nous voulons réaliser les assurances sociales et en faire pour la démocratie un statut de santé, de sécurité familiale, de dignité. Il n'est pas possible de concevoir l'affranchissement des travailleurs sans le développement de l'instruction. Nous supprimerons les décrets qui tendent à priver de culture générale les enfants s'ils n'ont pas été soumis, dès leur sortie de l'école primaire, à une discipline, excellente, sans doute, mais non pas exclusive d'autres formules d'éducation.

(Voir la suite en deuxième page, et en troisième, l'affaire Matteotti)

COMITE DE DEFENSE SOCIALE

Le peuple attend l'Amnistie intégrale Souvenez-vous de vos promesses gouvernants et élus

La gravité des événements qui viennent de prendre fin, la nervosité causée par l'atmosphère de coup d'Etat qui rendait l'air de ce pays irrespirable, n'ont point contribué à attirer sur notre campagne pour l'Amnistie, comme nous l'aurions souhaité, l'attention de l'opinion publique. Elle a porté fortement, néanmoins.

Aujourd'hui, les hommes qui pensent, ceux qui agissent, toutes les forces vives, celles qui comptent, sont au courant de ce que nous demandons.

Les ministres de demain, quelles que soient en ce moment leurs préoccupations, les forces politiques de la majorité, tous ceux qui à un titre quelconque seront appelés à proposer ou à voter la loi d'Amnistie sont, eux, parfaitement au courant de notre campagne.

En dehors de l'appel particulier que nous leurs avons adressé déjà, au cours de la semaine dernière, nous tenons à leur renouveler encore une fois l'instance et pressante demande des travailleurs. Nous voulons croire qu'ils l'entendront, qu'ils n'ont pas oublié.

Le Peuple n'oublie pas, lui. Quelle que soit la gravité de la situation, il pense toujours aux siens. Et on peut dire que pendant ces jours derniers il y a pensé plus que jamais.

En veut-on une preuve ? La voici :

« Alger, 2 juin 1924.

« Comité de Défense Sociale, Paris.

« Mille travailleurs algérois, réunis 1er juin, protestent à l'avance contre la loi accordant amnistie mesurée. Expriment leur volonté d'exiger par tous moyens amnistie intégrale.

« Comité de Défense Sociale Alger. »

Ce télégramme suffira pour montrer à nos futurs dirigeants que le peuple veille et qu'il exige une Amnistie intégrale, comme nous l'avons exposé au cours de notre campagne.

Nous pourrions produire quantité de télégrammes ou de lettres semblables. A quoi bon ? Cette protestation par avance de nos camarades d'Alger ne suffit-elle pas à montrer la vigilance populaire ?

Nous voulons croire que les partis qui composent la majorité, que les candidats élus de ces partis qui, *tous sans exception*, promettent l'Amnistie intégrale, tiendront leurs promesses.

Nous ne sommes pas à des heures favorables pour tromper le peuple ; et aujourd'hui moins encore qu'il n'y a une semaine, il ne convient d'abuser de la confiance du pays. Si par une inconcevable aberration, par un manque absolu de sens politique, par une incompréhension complète des désirs exprimés, par peur de la réaction — qui n'a mot à dire — le gouvernement ne proposait pas ou n'acceptait pas l'Amnistie intégrale, il commettrait une faute très grave.

Il ne tarderait pas à s'apercevoir de son erreur et les conséquences de son manque de courage lui apparaîtraient sans délai.

Ce n'est ni l'heure, ni le moment de décevoir l'opinion sur une telle question.

On attend partout l'Amnistie, chacun, à part les réacteurs sociaux, la désire passionnément.

Croyant en la parole donnée, les vieux parents, les enfants, les femmes, les amants, les mères, ont cru qu'on leur rendrait enfin les leurs, *tous les leurs*, sans exception. Des projets ont été ébauchés. Ils doivent se réaliser.

Que tous ceux qui ont dans le vote de cette loi des responsabilités à prendre, les acceptent courageusement, qu'ils sachent se montrer des hommes réparant les maux causés par d'autres hommes à leurs semblables. C'est le devoir qui s'impose à eux.

Pas d'exclusion, pas de mesures restrictives. Une Amnistie large, complète, totale, une grande mesure de justice. L'Amnistie intégrale, celle que tout le monde attend et qu'on a promise.

Le Comité de Défense Sociale.

Une visite à "Terre Libérée" colonie végétalienne

Jeudi dernier 12, je profitai de ma présence à Tours, où j'étais venu pour parler aux meetings pour l'annistie totale et entière, pour aller visiter la colonie située à une quinzaine de kilomètres de là, où Rimbaud et quelques pionniers sont en train, depuis une quarantaine de jours, de défricher un sol ingrat. Nous y allâmes avec Nadaud et Lehoux. La question des colonies anarchistes m'intéressait au plus haut point, je partis d'enthousiasme. Je me souvins qu'au congrès de Levallois, Respaud, au nom du groupe de Narbonne, préconisa la formation de colonies anarchistes.

Nous primes à Tours le tramway qui part à 14 h. 15 et qui s'arrête à Luynes à 15 heures. Arrivés là, nous marchâmes sur la route de Cléré, que nous abandonnâmes après trente-cinq minutes de marche pour prendre un petit chemin d'abord un peu large qui se termine en sentier au milieu de froments, d'avoines, d'arbustes et de touffes d'herbes. Cinq minutes de plus et nous sommes arrivés. Nous apercevons au seuil d'une demeure un peu en ruine un petit groupe de compagnons et de compagnes et de deux bambins qui se distinguent des gens de l'endroit par leur mise. Nous nous approchons rapidement, il nous faut reprendre le tramway à 17 heures, nous avons à peine quarante minutes à être les hôtes de nos amis végétaliens. Dès notre approche, voilà Rimbaud assis à une table qui réside une déclaration de principes ou quelque chose d'analogue.

Bonjour, Rimbaud, lui disons-nous, il nous répond : « Avez-vous mangé ? — Oui, tout de suite, il commence l'exposé et le fonctionnement de la colonie. Le régime végétalien est de rigueur à "Terre Libérée", nous cherchons à nous exclure complètement du capitalisme », nous dit Rimbaud. C'est alors que je lui fais remarquer qu'il n'a réussi qu'imparfaitement. En effet, j'aperçois le journal "Œuvre", composé par des salariés. « Nous le recevons du foyer végétalien », nous dit Rimbaud. Mais Nadaud, à son tour, de faire observer : « Cette machine à coudre, ce fusil, le linge, le cuir de vos sandalettes, etc., etc. »

Voilà, dit Rimbaud, le fusil c'est le paysan qui était ici avant nous qui l'y a laissé ; quant aux autres objets, nous nous limitons (en effet, sans chaussettes, un pantalon, une veste et sa chemise forment tout l'habillement de Rimbaud) ; le parapluie, continue-t-il, les femmes seules ont conservé un petit préjugé ; dernièrement, des visiteurs furent surpris par la pluie, tous ouvrirent leurs parapluies, moi et les compagnons nous quittâmes la chemise et nous restâmes sous la pluie qui nous servit de douche. (Tout à l'heure, une trombe nous surprit au moment de quitter la colonie et Rimbaud de nous dire « au revoir », de prendre ses jambes à son cou pour fuir l'inondation.)

Il continue : « Tu vois cet objet pour écraser les fruits ? Nous l'avons acheté au moment qu'il retournait au creuset, afin d'éviter au mineur de descendre dans la mine. Nous achetons tous nos objets au marché aux puces, nous les rafistolons, et voilà ! il y a assez d'éléments arrachés aux entrailles de la terre ; si tout était utilisé pour des œuvres utiles point ne serait besoin de descendre dans les galeries des mines fouiller et extraire les métaux. » Nadaud lui répond : « Tu aimes bien lire un livre : ce sont des esclaves qui le font ; tu restes obligé de composer avec le capitalisme. » — « Nous n'avons pas de photographie et de T. S. F. », dit Rimbaud sur un ton expressif et nasillard, et je m'en vais lire, je ne fais plus que de l'enseignement pratique. Il nous conte que les végétaliens, lorsqu'ils travaillent en usine, le font en étudiant ; il nous explique, par exemple, que quand ils servent un compagnon maçon, ils prennent des notes sur la manière de placer une brique, sur la composition de la brique, etc. ; qu'ils ont intérêt à aller vite, parce que plus le travail se fait vite, plus vite ils apprennent et, lorsque le compagnon végétalien se fait régler, les chefs d'industrie qui l'ont vu prendre des notes et travailler sans lever la tête lui offrent une augmentation ; il accepte, reste quelques jours encore, puis s'en va en montrant aux autres comment il sait se faire augmenter. Les végétaliens apprennent tous les métiers.

Voilà un moulin à café, je demande : « Vous buvez du café ? » — « Non, me répond Rimbaud, on s'en sert pour écraser des graines. » Toutes ces questions paraissent étonner un compagnon végétalien qui, sans se fâcher, appuie et souligne ironiquement l'observation de Nadaud.

Nadaud dit : « Ce n'est pas encore l'homme des cavernes. » — « Nous nous en rapprochons », répond Rimbaud. « Pensez, car il nous faut repartir bientôt. Le voilà, leste et vigoureux, déjà debout ; on sent en lui la santé et la volonté. Il y a certes beaucoup de choses raisonnables dans leur régime, entre autres le bannissement de l'alcool, du tabac, des stupéfiants. Cependant Nadaud me glisse : « Ils boivent du café, j'ai vu du marc. » Il y a des choses déraisonnables aussi : ils ont acheté un tracteur qui est à Bacon inutilisé sous prétexte qu'il faut revenir à l'état de nature, et la camarade Gaby, la compagne de Rimbaud, est en train de panser un effort musculaire qu'elle a contracté en défonçant un terrain rocheux. Ils maintiennent un outil, sorte de puissante pince d'un poids prodigieux pour de pénibles travaux. Nous visitons les ateliers installés dans un local en ruine, la toiture est en partie ouverte à la pluie ; voilà les terres, voici quelques plates-bandes de salades, choux, oignons rachitiques et maigris, car ils n'ont pas d'engrais ; voici du maïs dévoré par les chenilles et les colimaçons qui viennent des touffes d'arbustes en bordure (pauvres insectes ! dirait Julie Berthand).

Voici de l'orge qui s'étiole. « Nous la retournerons, nous mangerons autre chose », nous dit Rimbaud. Nous apercevons 102.000 mètres de terrain, c'est-à-dire un peu plus de dix hectares, que la colonie a achetés pour 16.000 francs, dont 8.000 comptants. Dans un superbe cadre de verdure, nous voyons un bois au flanc du coteau, au fond de la vallée coule un cours d'eau.

Les pionniers sont là pour aménager la

colonie. Bientôt les sociétaires vont arriver. Pour être sociétaire il faut verser 3.000 francs ; avec cette somme, le sociétaire a droit au logement et à une parcelle de terrain à vie ; au bout de quatre ou cinq ans, la colonie rembourse 2.500 francs, c'est-à-dire la somme que le sociétaire a versée, moins 6 0/0 qu'on lui retient. A son tour, le sociétaire devient pionnier et va fonder une autre colonie.

A notre arrivée, Rimbaud nous a expliqué qu'il a reçu la visite du chef de la Sûreté de Tours. « J'allais à la mairie, dit-il, pour faire remplacer un livret que je perdis quelques jours plus tôt ; en rentrant, je rencontre le chef de la Sûreté qui me dit : « Et cette colonie, m'est-il possible d'aller la visiter ?... Vous y avez droit comme tout le monde, lui répondis-je. L'autre jour, je le vis venir, il trouva cela merveilleux, il nous dit que nous sommes plus subversifs que les anarchistes par notre enseignement par le fait. — Ce qui n'est pas subversif, lui ai-je dit à mon tour, ce sont ces relations pour le moins compromettantes avec des parcelles individus. »

Sur ce, nous allons quitter cet admirable coin pastoral où des êtres intelligents, mais inexpérimentés en la matière, fouillent le roc avec des méthodes rudimentaires dans une sorte d'idéal mystico-naturel.

Lorsque la révolution aura aboli le capitalisme, l'exploitation de l'homme par l'homme, l'autorité, l'Etat et ses succédanés, une floraison de petites communautés, de colonies anarchistes libres surgiront sur toute la terre, à l'exemple de "Terre Libérée", mais le confort moderne n'en sera pas exclu : mécanique, électricité, bibliothèque, enseignement, conférence, etc., élèveront le moral et la conscience des êtres libres qui vibreront dans la douce nature des champs.

Deux jolis gosses égayaient la maison ; l'un, de Tours, qui s'est facilement acclimaté au régime végétalien ; l'autre est la fille de Rimbaud. Un camarade instituteur et une camarade institutrice sont là pour donner un enseignement pratique. Il ne nous reste qu'à dire courage à ces braves qui, certainement, comprendront l'utilité de mettre le progrès à contribution pour le plus grand bien de la colonie que nous sommes contents de voir prospérer. Tant de tentatives ont échoué, que celle-ci ou d'autres doivent réussir par la logique des choses.

Jean PEYROUX.

Pour l'Amnistie intégrale

Voici les endroits où se tiendront cette semaine les meetings dans le Sud-Est avec le concours de Chazoff :

VOIRON, aujourd'hui mercredi.
LYON (unitaire), jeudi.
GRENOBLE, vendredi.
VIZILLE, samedi.
LYON-VAISE, lundi 23 juin.

Où aller ce soir ?

Théâtres lyriques

OPERA. — 20 heures : Lohengrin.
OPERA-COMIQUE. — 20 heures : Louise.
TRIANON-LYRIQUE. — 20 h. 30 : Le Grand Mogol.

Drames, Comédies et Genre

COMEDIE-FRANÇAISE. — 20 h. 30 : Sganarelle ou le Cocu magnanime ; le Barbier de Séville.
ODEON. — 20 h. 30 : Le Songe d'une nuit d'été.
RENAISSANCE. — 21 heures : La Captive.
NOUVEL-AMBIGU. — 20 h. 30 : J'ai une idée.
COMEDIE DES CHAMPS-ELYSEES. — 21 heures : Knock ou le Triomphe de la Médecine.
THEATRE DES ARTS. — 21 heures : Le Pauvre Homme.
THEATRE DES MATHURINS. — 21 heures : Les jupes larges et les jupes étroites ; Babel et Quinquin.
VIEUX-COLOMBIER. — 20 h. 30 : Au Seuil du Royaume.
THEATRE ANTOINE. — 20 h. 45 : Madame Fillet.
PORTE-SAINT-MARTIN. — Montmartre.

Cabarets artistiques

LE CARILLON. — 21 heures : Oui, j'veux bien l. revue.
LES NOCTAMBULES. — Tous les soirs, à 21 heures, les "As" de la chanson : Vincent Hyspa, Jack Cazot, Noël-Noël, Paul Groffe, Raymond Bayet, Eugène Rossi, Augustin Martini. « Chambre à louer », revue.
Dimanches et fêtes, matinées à 15 heures.
« Chambre à louer », revue — Dimanches et fêtes, matinées à 15 heures.
LE GRENIER DE GRINGOIRE (6, rue des Abbesses). — A 21 heures : Charles d'Aray et les chansonniers : Dornano, Brubach, Géo Robert, Loral, Mmes Jane Marsan, Line de Tarbes. Spectacle d'art et d'éducation.
LE GRILLON (43, boulevard Saint-Michel). — 21 heures : « Pères de Sport et Têtes de l'Art », revue. Les Chansons de la butte.
LE PERCHOIR. — 21 heures : Jeux... n'ais quoi.
LA CHAUMIERE. — 21 heures : Spectacle varié.
LA VACHE ENRAGEE (4, place Constantin Pecqueur). — 20 h. 30 : Veillée d'art : Maurice Hailé et les chansonniers.

GRUPE DU 15. — 35, rue Mademoiselle

Ce soir 13 juin, à 20 h. 30

Grande Réunion

publique et contradictoire

Sujet : Du Tsarisme au Bolchevisme, par le professeur MAZURIER, qui a passé plus de vingt années en Russie et a suivi sur place toutes les phases de la Révolution.

Chez les faiseurs de lois

(Suite)

« Nous pensons aussi que la démocratie ne sera pas complètement fondée tant que, dans notre pays, l'accès à l'enseignement secondaire sera déterminée par la fortune des parents et non, comme il convient, par le mérite des enfants. »

Comme si cela était réalisable en régime bourgeois, avant que l'on ait tout renversé du vieux régime de capital et d'autorité !

Dans ses projets de politique financière, Herriot parle bien de « rigoureux inventaire », de réduction des charges pour la taxe sur le chiffre d'affaires — mais il ne souffle mot de la suppression de l'impôt sur les salaires. Les politiciens du Bloc des Gauches, maintenant qu'ils sont élus, se moquent bien des promesses faites aux travailleurs !

Et pour la politique extérieure, dites-nous, camarades, si vous voyez quelque différence entre ces déclarations et celles de M. Poincaré :

« Notre gouvernement démocratique défendra avec fermeté les droits de notre pays tels qu'ils sont inscrits dans les traités. Nous avons droit à des réparations. Nous les voulons, au nom de la justice. L'ordre international nouveau que nous souhaitons ne saurait se fonder sur une iniquité. Mais dès que l'Allemagne se sera mise en règle avec le traité du point de vue de ces réparations et de la sécurité, il ne dépendra que d'elle d'entrer dans la Société des Nations. »

Nous ne croyons pas possible d'évacuer la Ruhr avant que les gages prévus par les experts, dont nous acceptons le rapport sans arrière-pensée, aient été, avec des garanties d'exécution équitables et efficaces, constitués et remis aux organismes internationaux qualifiés pour les gérer. Nous pensons aussi que, dans l'intérêt de la paix, il faut contrôler le désarmement de l'Allemagne par l'effort commun des alliés et, le plus tôt possible, par l'action de la Société des Nations. Nous aurons à résoudre les problèmes de sécurité par des pactes de garantie placés eux-mêmes sous le contrôle de cette Société. »

Et voici maintenant ce qui concerne la reconnaissance de la République des Soviets :

« Des événements tragiques, les divergences de doctrines qui nous séparent du gouvernement de Moscou, nous font pas oublier que le peuple russe a longuement saigné sur le commun champ de Lataille. Nous préparons dès maintenant la reprise des relations normales avec la Russie (Appl. à l'extrême-gauche et sur divers bancs à gauche) dans les conditions que nous imposent le respect des traités. Avant d'adopter une formule qui doit ménager l'intérêt français, nous avons besoin de prendre certaines précautions et de rassembler des informations que nous avons commencé à recueillir. »

Et c'est tout. Socialistes et radicaux applaudissent à tout rompre ce pâle salmigondis de promesses réticentes. Ah ! cela nous promet encore bien des campagnes pour l'amnistie, bien des luttes ouvrières, bien des souffrances pour le prolétariat, bien de la révolte douloureuse !

MARCEL CACHIN
DEFINIT L'OPPOSITION COMMUNISTE

Marcel Cachin monte à la tribune. Il explique que son parti combattra aussi nettement la politique du nouveau gouvernement qu'il a combattu nettement la politique du Bloc National.

« Entre ces deux politiques, qui alternent depuis quarante ans, le parti communiste n'aperçoit que des nuances. Or, il s'agit de supprimer le régime capitaliste, et de réaliser des réformes qui — l'expérience le prouve — ne peuvent être obtenues que par la Révolution. »

Dès lors, ce ne sera entre députés communistes et députés socialistes qu'altercations, jets d'injures et de quolibets, sous l'œil amusé des radicaux et des réactionnaires.

Quand Cachin dit : « C'est pourquoi, au nom de nos camarades de travail. » Un socialiste lui lance : « De quel travail ? » Cependant le député communiste ne dit pas un mot de l'ignoble phrase d'Herriot concernant le refus d'amnistie aux insoumis. Il se réserve, dit-il, pour le moment où le projet d'amnistie viendra prochainement devant la Chambre.

Marcel Cachin, poursuivant son exposé, demande par quels moyens pratiques le gouvernement, qui a annoncé son intention de poursuivre la réintégration des cheminots, et non de la réaliser, obligera les compagnies à réintégrer toutes leurs victimes.

L'orateur ne peut oublier qu'en 1920, le parti radical a soutenu le gouvernement dans la voie des sanctions.

Quant à la loi de huit heures, comment en imposera-t-on le respect aux patrons qui la violent ?

M. Goniaux. — Par l'action syndicale. Marcel Cachin. — Alors ce n'est pas un article de programme gouvernemental. (Rires sur quelques bancs à l'extrême gauche.)

« Le droit syndical sera accordé aux fonctionnaires, a dit M. Herriot. »

« Et les 1.800 francs qu'ils réclament ? (Applaudissements sur quelques bancs à l'extrême gauche et à droite.) »

« Quant au droit syndical des fonctionnaires, encore faudrait-il qu'il ne fût pas entouré des réserves inscrites dans la déclaration. »

« D'ailleurs le droit syndical est quotidiennement violé par tout le patronat. »

« Ne compléterait-on pas ce droit syndical théorique de 1884 par la pratique du contrôle ouvrier, dans les usines ? »

L'orateur préconise ensuite la suppression de l'impôt sur les salaires.

Renand. — Surenchère que Jaurès n'a jamais acceptée.

Marcel Cachin exprime maintenant le regret que la déclaration ministérielle soit muette sur l'évacuation du Maroc et de la Syrie.

Marcel Cachin. — Quant à la fraternité « Quant à la fraternité indigène, que devient-elle avec le régime de l'indigénat ? »

« Quant à la reconnaissance des Soviets, annoncée par le gouvernement, elle ne peut plus être différée. Le régime soviétique est stable, vigoureux ; il faut bien en venir à parler avec lui. »

Le socialiste Lebas, crie : « Comme avec Mussolini ! »

Marcel Cachin dit qu'en tout cas la France doit en finir avec la politique de

défaillance armée et d'Etats vassaux dont elle a entouré la Russie.

M. Herriot a trop peu parlé du rapport des experts ; l'orateur ne croit pas plus à l'efficacité de la formule des experts qu'à toute autre.

Parlant de la question de la Ruhr, il dit que les experts ne sont que les représentants de la grande banque anglo-saxonne.

« L'Amérique et l'Angleterre luttent d'ailleurs à qui, de leurs banques respectives, mettra la première main sur l'Allemagne épuisée, et ensuite sur la France. »

On fera surproduire les ouvriers allemands, l'excédent des objets ainsi ouverts viendra augmenter le chômage en France.

« Mais la loi de huit heures supprimée en Allemagne, comment serait-elle maintenue en France ? »

« Donc, le rapport des experts n'apportera pas la paix à l'Europe, et aggraver la condition de tous les travailleurs. Un seul remède à tout cela : l'expropriation des capitalistes allemands et français qui ont profité de la guerre. »

« Cette solution-là, ce n'est pas le gouvernement bourgeois de M. Herriot qui nous la donnera, car il est le prisonnier des grandes banques internationales. »

« Seul le gouvernement des travailleurs pourra la réaliser par l'unité de la classe ouvrière et paysanne. »

« Nous continuerons notre politique d'Essen et je resterai dans le devoir internationaliste. »

« Nous aussi nous avons le droit d'invoquer le témoignage de Jaurès. (Protestations à gauche.) Il a montré que la seule ressource du prolétariat en cas de danger de guerre était de marcher contre les « maîtres de la Patrie » et de permettre à la classe ouvrière des autres pays de s'unir à son tour ! (Applaudissements sur quelques bancs à gauche.)

« On a parlé l'autre jour de Jaurès. Nous avons, nous aussi, le droit de nous en réclamer (les socialistes crient : Non !). Ecoutez ce qu'il a dit : »

« Même dans les pays démocratiques, il dépend d'une coterie infime, d'un homme infatué pour faire se déclencher la guerre. Le peuple n'a qu'une ressource — c'est de signifier que dans aucune guerre il ne marchera. »

MM. ROLLIN ET DUBOIS

PARLENT AU NOM DE LA PATRIE

Deux représentants du Bloc national ont occupé ensuite la tribune. Voici M. Louis Rollin. Patelin, conseiller, ce réactionnaire n'attaque pas de front, il empoisonne de la confiance qu'il accorde.

Il espère que M. Herriot saura conserver « la mesure » dans l'application de son programme. « Nous aimons à croire, insinue-t-il, que le président du Conseil ne dépassera pas cette mesure. D'ailleurs nous nous souvenons que M. Herriot et tous les radicaux avec lui ont approuvé, en 1920, la révocation des cheminots. »

« L'on veut, d'autre part, accorder le droit syndical aux fonctionnaires : le principal est de leur assurer un statut ! Car il est inadmissible que, suivant les majorités successives, les syndicats des fonctionnaires soient tour à tour admis, tolérés ou poursuivis. »

Mais allez-vous accorder aux fonctionnaires le droit de se mettre en grève ? Une voix à l'extrême-gauche. — Le droit de grève ne s'accorde pas, il se prend !

M. Louis Rollin. — Nous verrons si c'est là l'opinion de M. le président du Conseil.

« Les fonctionnaires ont, d'ailleurs, d'autres préoccupations : ils ont demandé que leur indemnité de cherté de vie soit portée à 1.800 francs. Et vous avez défendu cette revendication. »

« Aujourd'hui, est-il exact que les intéressés eux-mêmes y ont renoncé, ou sinon, êtes-vous décidé à leur donner satisfaction ? »

Le patelin Louis Rollin insinue au sujet de la suppression de l'ambassade au Vatican :

« Briand fut le premier à en être partisan et comment, vous, Monsieur Herriot, pouvez-vous admettre que la France soit absente du Saint-Siège au moment où vous voulez rétablir sa présence à Moscou. (Applaudissements à droite.)

« Vous avez parlé également de l'application de la loi sur les congrégations. Dans quel esprit l'entendez-vous ? »

« Allez-vous retirer les projets de loi tendant à accorder l'autorisation aux congrégations missionnaires ? »

« En septembre 1922, le Conseil municipal de Lyon, ne donna-t-il pas un avis favorable à l'autorisation de nos missionnaires du Levant ? (Applaudissements à droite.) »

L'orateur en arrive à l'examen de ce qu'il appelle la « sécurité de la France ».

Il ne doute pas que M. Herriot voudra appliquer le traité de Versailles d'une autre façon que celle qu'a indiquée M. Blum au Congrès international de Hambourg.

« Nous devons, dit-il, maintenir l'occupation tant que l'Allemagne n'aura pas rempli toutes ses obligations et, aux termes du traité de Versailles, les délais d'évacuation ne doivent courir qu'à compter du jour où elle se sera exécutée. »

« Telle est l'interprétation qu'en a donnée ici même M. Poincaré. C'est aussi pour nos alliés qu'il doit y avoir la barrière du Rhin ! Quelques-uns l'ont déjà compris : nous voulons espérer, Monsieur le président du Conseil, que vous arriverez à le faire comprendre à tous ! »

« Et qu'en dépit des suggestions de certaines doctrines, vous n'accepterez jamais de sacrifier à un idéalisme, si généreux soit-il, les garanties tranquilles et certaines de nos droits et de notre sécurité. »

Le Bloc national applaudit son jésuitique orateur.

Après une suspension de séance, nous voyons surgir à la tribune un échappé de bocal du Musée Dupuytren : un petit vieux sectaire, tout ralaillé de méchanceté sèche, C'est M. Louis Dubois. Il fait un long distinguo entre les réparations et les restitutions.

Il avoue que la politique de M. Poincaré a mis la France en déficit de 64 millions sur les frais d'occupation.

« Comment en sommes-nous arrivés là ? Chaque fois que la Commission des réparations était sur le point de mettre en demeure l'Allemagne de payer, intervenait une conférence interalliée et l'Allemagne était mise au courant de tout avant la Commission des réparations elle-même. »

« Les rapports des experts, je n'en aurais contresigné aucun. »

« Les milliards allemands sont, nous a

dit M. Cachin, dans les coffres-forts anglo-saxons. »

A l'extrême-gauche : Comme les milliards français.

A droite : Et les milliards russes ? Dubois parle ensuite des non-paiements. Cela provoque une intervention du vieux marin Briand qui argutie à ce sujet et en profite pour faire mousser « son gouvernement ».

« Jamais, dit Briand, je n'aurais consenti à la politique d'isolement que l'on a pratiquée après moi. C'est pendant mon gouvernement que l'Allemagne a versé 1 milliard 400 millions. »

« Si l'on peut maintenant obtenir les mêmes sommes, le peuple français pourra considérer que ce n'est pas trop mal. »

Pendant l'intervention du virtuose escanalerie la Chambre s'est tue enchantée. Mais quand le pauvre Dubois reprend son exposé patriotique, malgré la sincérité évidente du vieux bonhomme, de partout ce n'est qu'un cri : « A jeudi, à jeudi la suite ! »

Et falot falot, Paul Prudent dit Painlevé fait voter la remise à demain jeudi.

L'ANTIPARLEMENTAIRE.

Nos Echos

Les tournants dangereux.

Le Rhône est un fleuve capricieux aux tournants dangereux. On l'a bien vu dimanche dernier. La majorité confédérale, de subordination politique, a été balayée en cinq sec par une lame de fond de ce fleuve vigoureux.

Aussi le représentant de la C. G. T. U. ne s'attarda point sur les quais. En vain les mûssoutaires offrirent-lui quelque délassement à Dudule, une partie de boules au Rat Blanc.

Rien n'y fit. Duduleux fila prestement à Perrache, encombré de sa motion d'attachement à l'I. S. R. dont avaient fait fi les syndicats du département, et s'engouffra dans le premier train en partance.

Le voyage fut d'ailleurs mouvementé. A Villefranche, le délégué des boulangers luf cria : « Vive l'autonomie du syndicalisme ! » A Dijon, le secrétaire de l'U. D., reprenant son mot fameux de Bourges, lui lança : « Sauve qui peut ! » Et à Joigny, le vieux pioupiou de l'Yonne le réconforta quelque peu en criant : « Vive l'armée rouge ! »

A Paris, Dudule se sentit un peu à l'aise. En buvant son café-crème dans un bar de la rue de Lyon, il jura, mais un peu tard, qu'on n'était pas prêt de le prendre au pays des conflits dangereux.

« Lafcadio »

La petite collection des « Contemporains » (Stock, éd.) vient de publier « Lafcadio », « épisodes des caves du Vatican » choisis par l'auteur : André Gide. En lisant ces pages sobres, nettes, curieuses en même temps que fortes, on songe, le livre fermé, à la tapageuse expédition qu'entreprit Henri Béraud contre M. Gide. Aux attaques, plus ou moins fines, du fougueux polémiste, André Gide n'a répondu que par un silence dédaigneux. Il a eu raison. Et sans revenir encore une fois sur la querelle, on ne peut malgré tout s'empêcher de sourire devant la suffisance naïve et l'incompréhension de M. Béraud.

Le petit livre s'ouvre sur une préface de M. François Mauriac. La préface elle aussi mérite attention. M. Mauriac écrit : « Sans doute Claudel, Jammes, bons chiens bergers, grondent et tourment autour de cette brebis perdue qui pousse le goût de la conversion jusqu'à se convertir chaque jour à une vérité différente. Efforçons-nous pourtant de comprendre, chez Gide, un cas de sincérité terrible : nulle trace en lui de ce que Stendhal appelle injustement hypocrisie et qu'il dénonce chez les hommes du XVII^e siècle. C'est vrai que le choix d'une doctrine nous oblige, dans les instants où des forces en nous la retiennent, à continuer de la professer des lèvres, jusqu'au retour de la grâce. Gide est l'homme qui ne se résignerait pas à incliner, fût-ce une minute, l'automate. » Et plus loin : « Apprenons de lui le refus des succès faciles et cette dignité de l'écrivain qui est une éminente vertu. Le mépris de la gloire vicière, lequel de nos aînés nous l'enseigna ?... Pas M. Béraud, sans doute... »

La Vie des Lettres

REVUES

— Au sommaire de la « Mouette » (juin) : Un Songe de Jésus-Christ (Han Ryner) ; Provinciales (Fernand Régner) ; Tango (Julien Guillemaud) ; Raoul Gain (Ch. Th. Férét) ; des poèmes de Ch. Th. Férét, Jean d'Armor, Céline Lhôte, Suzanne Picéda, Jules Lhôte, Laurent Cernières, Raoul Gain, Jehan le Porte Moyné ; des Chroniques et des Critiques.

— Au sommaire du « Bon Plaisir » (mai) : Gaspard Maillot (Marc Lafargue) ; Le Double Voyage (Raymond Groc) ; des poèmes de François Langier et Louis Louveau ; des chroniques de Ch. Phalippou, A. Fontay, Fraischélen, Les vignes, J. Azais ; la suite de « Villon », comédie héroïque en cinq actes et six tableaux de J. Azais et Ch. Phalippou.

Georges VIDAL

CAMARADES, lisez chaque mois

La Revue Anarchiste

Le numéro 27, mai 1924, vient de paraître. Au sommaire :

De la Synthèse (2^e article) (Voline). — Les Mythes révolutionnaires (J. Baillo). — Dans la Steppe (Brutus Mercereau). — Travail social et Œuvre individuelle (André Naudy). — Deux Livres de P. Vigné d'Octon (Georges Phalippou). — Esquisse sur le mouvement ouvrier et social au Portugal (Abilio Ribeiro). — Revue des Revues (Maurice Wullens). — La Vie littéraire ; le Passé, le Présent et l'Avenir du Roman rustique (Vigné d'Octon). — L'Œuvre internationale des Editions anarchistes (Le Groupe fondateur).

Le numéro : France, 1 fr. 75 ; extérieur, 2 francs.

Abonnements : 4 mois France 6 fr., extérieur 7 fr. ; 8 mois France 12 fr., extérieur 14 fr. ; 12 mois France 18 fr., extérieur 21 fr.

Chèque postal : Reimerling 231-90.

LA FIN DU RÉGIME FASCISTE

Tous les assassins de Matteotti sont arrêtés

CE QU'EST LE PRINCIPAL AUTEUR DU CRIME

Les arrestations continuent au sujet de l'assassinat du député Matteotti. Mais déjà on voit, malgré les précautions prises par le gouvernement fasciste, apparaître la responsabilité du dictateur. A tel point que l'un d'eux, Amerigo Dumini, a déjà annoncé qu'il ferait des aveux complets si on ne le relâchait pas rapidement. Il aurait déclaré à un officier supérieur de la milice nationale :

« Mieux vaut ne pas m'ennuyer avec ces longs interrogatoires (il venait de quatre heures). Je ne sais rien. Et même si je savais quelque chose je ne dirais rien. Toutes mes actions ont été inspirées par un but national. Jamais je n'ai agi de mon initiative. Avertissez (et ici il prononça un nom très connu) que je ne peux pas supporter une longue détention. Si on me l'inflige, je parlerai et je ferai comme Samson. Que les Philistins fassent donc attention ! »

On savait déjà que le gouvernement fasciste était composé d'une bande de criminels. Mais maintenant qu'apparaissent les premiers signes avant-coureurs de la chute du fascisme, les détails commencent à se préciser. C'est ainsi qu'un journal de Rome *Il Sereno*, relate l'histoire suivante qui nous donne de précieuses indications sur le dessous du fascisme.

La direction générale de la sûreté publique avait informé il y a quelque temps M. Mussolini des manœuvres de bourse d'une haute personnalité (qui devait être un des deux démissionnaires), laquelle, avec audace et témérité, faisait des pressions sur les cercles financiers pour en tirer des profits illicites.

Dans cet important rapport il est question non seulement de pressions à propos du décret relatif aux jeux de hasard et de l'affaire des pétroles, mais aussi de dénégations par écrit, de pressions exercées par cette haute personnalité sur un important institut financier. Il est évident qu'un personnage, dans l'intention de faire échouer les affaires de cette haute personnalité, avait réuni de graves documents et les avait passés à un député. Peut-être ceux qui ont enlevé Matteotti avaient-ils la mission de lui soustraire ses documents.

Toujours sur ce même Dumini, on mande de Milan à la *Tribuna* : Invité par M. Dumini, député à répéter devant témoins la déclaration qu'il lui fit quinze jours avant, M. Amédée Ginrie, ancien député, secrétaire général de la Fédération provinciale fasciste, a déclaré :

« Me trouvant à Rome, il y a un mois, j'eus l'occasion d'approcher M. Dumini et je lui dis qu'il ferait bien de renoncer aux violences auxquelles il se livrait. M. Dumini me répondit : « J'ai sur la conscience onze ou douze homicides. »

D'autre part, on nomme Albino Volpi comme étant l'un des auteurs de l'assassinat de Matteotti. Il vient d'être arrêté.

Selon les journaux, une perquisition opérée dans la chambre d'hôtel occupée par M. Dumini avant son arrestation, a amené la découverte au fond d'une valise d'un pantalon taché de sang.

Selon le *Mondo*, c'est M. Dumini qui, il y a quelques mois, s'étant rendu à Paris, apparemment pour exercer des représailles contre des communistes italiens, fut assez sérieusement blessé. M. Dumini parvint à échapper à la police française et à rentrer à Milan où il s'évada de l'hôpital où il avait été recueilli.

Le *Mondo* ajoute : « Pour donner une idée de la mentalité de M. Dumini, on se rappelle que celui-ci, après avoir fait incendier la maison du peuple de Rifredi, en 1921, envoya à Bologne des individus chargés de commettre certains délits, en les signalant secrètement comme des communistes dangereux qu'il fallait supprimer ; mais ce plan diabolique fut déjoué et la culpabilité de M. Dumini mise au jour. »

Suivant le *Mondo*, M. Dumini serait, selon toute probabilité, l'auteur d'une agression contre M. Amendola, un des chefs de l'opposition constitutionnelle, commise le 26 décembre dernier, ainsi que de l'agression du 30 mai 1923 contre le député fasciste dissident M. Misuri, qui fut assassiné après la séance où il prononça un violent discours contre l'entourage de M. Mussolini.

UNE NOUVELLE ARRESTATION

Les journaux de Rome annoncent qu'un mandat d'emprisonnement a été lancé contre M. Cesare Rossi, l'ancien chef du bureau de presse du ministère de l'Intérieur.

De son côté le *Giornale d'Italia* assure que le général del Bono, chef de la sûreté, serait remplacé par le général Graziani.

LE CHAUFFEUR SE CONSTITUE PRISONNIER

Rome, 17 juin. — Colini, chauffeur de l'avocat Filippelli, qui, le 9 juin, alla retirer l'automobile qui servait à transporter le député Matteotti, s'est constitué ce soir prisonnier à Rome à la disposition de la justice.

L'IMPRESSION EN ITALIE

La majorité des journaux italiens, publie de longs articles où l'assassinat de Matteotti est longuement commenté. Les commentaires sont tous du ton de celui-ci :

La dague qui frappa le parlementaire socialiste pourrait bien avoir porté un coup fatal, au fascisme en tant que système de gouvernement. Mussolini lui-même a vivement ressenti ce coup et on peut dire que l'opposition trouve à présent, dans le pays, des sympathies beaucoup plus fortes.

Au moment même où l'on instruit le procès des auteurs communistes du « carnage d'Empoli », où de nombreux fascistes trouveront la mort, l'affaire Matteotti démontre, aux yeux de beaucoup, qu'on n'est pas moins violent chez les fascistes qu'on ne le fut chez leurs irréductibles adversaires.

Hier encore M. Mussolini avait en main la situation politique, on n'en saurait dire autant aujourd'hui.

LES MINISTRES

REMETTRAIENT LEURS PORTEFEUILLES Rome, 17 juin. — Selon le *Giornale d'Italia*, afin de laisser à M. Mussolini toute sa liberté d'action, tous les ministres ont mis leurs portefeuilles à sa disposition.

LES REPERCUSSIONS A L'ÉTRANGER

L'émotion soulevée par la nouvelle de ce crime infâme et absurde à eu ses répercussions à l'étranger. C'est ainsi qu'en Angleterre, les *Daily News* commentent, en ces termes, l'assassinat du député Matteotti. « Celui qui prêche la violence ne fait pas qu'armer la main des assassins, il devient le complice moral de tout meurtrier qui ne peut évoquer qu'un motif politique pour son crime. »

Mais peut-on dire que pour Mussolini ce ne serait pas plutôt un châtiment ?

MUSSOLINI FAIT ARRÊTER SOCIALISTES ET COMMUNISTES

On mande de Rome à la *Chicago Tribune* : « M. Mussolini prend toutes les précautions pour prévenir un coup possible des socialistes qui pourraient essayer d'exploiter la situation créée par l'enlèvement de M. Matteotti. Plusieurs chefs travaillistes ont été arrêtés, entre autres M. Sordelli, président de l'Union des employés de tramway, qui tâcha d'organiser une grève. En tout, plus de cent socialistes et communistes ont été arrêtés. Le parti socialiste romain a publié un manifeste conseillant aux ouvriers de s'abstenir de toutes manifestations et actes de provocation. »

Il peut faire arrêter tous les chefs des groupes de gauche mais il n'empêchera pas la colère populaire de monter comme une mer. Et ses vagues en furie, l'emporteront bientôt, lui et toute sa clique.

LES PARTIS DE GAUCHE

TIENNENT CONSEIL

Ce que n'avaient pu faire ni l'arrivée de Mussolini au pouvoir, ni les crimes du fascisme, l'assassinat de Matteotti, l'a réalisé. Les représentants de l'opposition ont tenu une réunion au cours de laquelle ils ont voté un ordre du jour exprimant l'intention d'agir uniquement sur le terrain parlementaire. Tous les députés de l'opposition seront convoqués pour arrêter les décisions relatives à l'attitude à prendre en vue de la situation politique.

UNE MANIFESTATION A TOULON

Toulon, 17 juin. — Le cortège, formé à l'ouest de Toulon, sur le boulevard de Strasbourg, pour protester contre la disparition du député Italien Matteotti, comprenait environ 150 personnes. Les cris de « A

bas Mussolini » et de « Vive Matteotti » furent poussés par les manifestants qui ont été dispersés par la police.

Le consul général aurait accordé audience à une délégation des manifestants si cette dernière avait observé la « courtoisie ».

UN MEETING

DE LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME

La Ligue des Droits de l'Homme organise sous la présidence de M. A. Aulard, vice-président de la Ligue, le jeudi 19 courant, à 20 h. 30, salle des Sociétés Savantes, 8, rue Danton, un meeting pour protester contre les méthodes de fascisme qui menacent de plus en plus l'Europe et en particulier contre l'assassinat du député socialiste Italien Matteotti.

Y prendront la parole : MM. Garibaldi et Campolongo, au nom de la Ligue Italienne ; MM. Gaston Bonnaure et Jules Bonnet, président et vice-président du C.A.F. de la Fédération des Jeunesses laïques et républicaines de France ; M. Grumbach, rédacteur au *Quotidien* et MM. Renaudel, P. Langevin, Marius Loutet et Maurice Viollette, membres du Comité central de la Ligue.

Deux meetings importants au Palais de la Mutualité

Sur appel de différentes organisations syndicalistes, socialistes et révolutionnaires, une foule considérable se pressait hier, au Palais de la Mutualité. La grande salle d'en bas fut vite remplie et il fallut faire un second meeting dans une autre salle.

En bas, le bureau est ainsi formé : président, Guiraud, de l'Union confédérée ; assesseurs, Jolivet, des Terrassiers et Jouteau de la Fédération du Bâtiment.

Prendent la parole : Caporali, secrétaire du Parti socialiste unitaire Italien.

Capocci, de la C.G.T., qui remplace Joulhaux en délégation.

Paul Faure, secrétaire du Parti socialiste français.

Nattoli, du groupement républicain antifasciste d'Italie.

Armando Borghi, secrétaire de l'Union syndicale italienne.

Ernest Lafont, député socialiste-communiste de la Loire, avocat de Castagna.

Pierre Bernard, du Comité de Défense sociale.

Salvi, du Parti socialiste unitaire Italien.

Tous les orateurs sont applaudis.

Suivant une coutume italienne... et française, ainsi que le fait remarquer Guiraud, un recensement de 30 secondes est pratiqué par l'auditoire en mémoire du regretté Matteotti.

Un ordre du jour est ensuite adopté par acclamations. Il déclare que le fascisme est une honte pour l'humanité et que ses victimes serviront la cause du progrès, malgré Mussolini et ses tentatives de réhabilitation. Il réclame une vaste agitation en France contre le régime odieux de la dictature et de la tyrannie.

Après l'audition d'un délégué de l'Arac, la réunion se termina sans incident, malgré un déploiement inusité de forces policières cachées dans les rues de Notre-Dame de Nazareth, Blondel, Sainte-Apolline, etc.

D'autre part, le meeting de la salle d'en haut se tenait sous la présidence de Bourderson, du Tonnesau, assisté de deux camarades italiens. Le président prononça une vibrante allocution, puis on entendit M. Albertini, les camarades Caporali, Capocci et d'autres orateurs.

En somme, cette manifestation fut une vigoureuse protestation contre le fascisme et d'un bon augure pour l'unité ouvrière.

A la Grange-aux-Belles

Il y avait foule aussi à la Grange-aux-Belles, hier soir. La grande salle était pleine et nombreux furent ceux qui durent rester dans la cour et dans l'impasse Chausson. Huit à dix mille manifestants avaient répondu à l'appel du Parti communiste pour élever leur protestation contre le nouveau crime abominable du fascisme italien.

Le parlementaire Doriot s'est élevé contre l'absolutisme de Mussolini et le régime de terreur qui est imposé à l'Italie, tout en souhaitant que sur les ruines de la dictature fasciste fleurisse la dictature du prolétariat. Il établit aussi un curieux parallèle entre le bolchevisme rendu plus solide par ses méthodes de violence et le fascisme que l'assassinat d'un député suffit pour affaiblir et peut-être pour provoquer sa chute. Ensuite, le discours prend fin par une charge sur le Bloc national et le cri plusieurs fois répété de : « Dictature, dictature... Il nous faut la dictature ! »

Après Doriot, un délégué du P. C. Italien

En lisant les autres...

Au sujet d'un vagabond

Dans la *Liberté*, J. Kessel fait un bel article sur l'écrivain Panait Istrati, dont nous ne pouvons manquer de reproduire un des principaux passages :

Panait Istrati ! Le nom est étrange. Sa destinée l'est plus encore. Né à Braila, d'une mère roumaine et d'un contrebandier grec qu'il ne connaît jamais, un sang aventureux anime ses veines. Dès l'âge de douze ans, le voilà parti.

L'inconnu l'appelle et le vaste univers dont les couleurs brûlent ses yeux, dont les parfums enivrent ses narines et auquel il ne peut songer sans un frisson trouble et voluptueux.

Dès lors, la voix magique de l'espace ne cesse plus de le hanter. Il va droit devant lui, au hasard du chemin, mené par ses besoins, soumis à des labours éternels, déchiré par la rapacité et la cruauté des hommes, soutenu aussi par leur étonnante pitié, il va, haletant, affamé, dans le vent et la pluie, sous le soleil qui ronge et dans la neige qui mord, il va chancelant, mais jamais apaisé, dans son ivresse de la découverte, dans son amour des horizons nouveaux et des visages neufs.

Toute la lumière de l'Orient a visité son regard, celle de l'Égypte et celle de Constantinople, celle de Beyrouth et celle de Damas et celle du Liban. Ses pas ont marqué leurs empreintes dans la poussière de ses pays antiques. Il y fut tour à tour pâtissier, débaucheur, peintre en bâtiments, vendeur de limonade et tant d'autres choses encore que la mémoire refuse d'enregistrer tous ses métiers.

Peut-être aurait-il pu s'établir quelque part, fonder un commerce, un foyer, s'enrichir. Sa nature le lui interdit. Il lui faut toujours aller plus loin, il lui faut ce goût de la brise sur le visage et les champs qui déroulent leurs moissons et les villes où l'on entre par les faubourgs misérables, les pieds sanglants, les vêtements en haillons, le ventre vide, — mais du moins pour la première fois.

Et quelles histoires n'a-t-il pas entendues, tandis qu'il chemina, le regard fixé devant lui, de cette allure économe et monotone qui est celle des grands crânes ! Histories longues et douloureuses, contées par les Orientaux au verbe fleuri, histoires des ancêtres et du temps présent, de la montagne, de la plaine et de la mer. Les personnages en sont tantôt de puissants seigneurs, tantôt de belles odalisques voilées, tantôt de hardis pirates, mais le plus souvent de pauvres gens.

Il a tout retenu, tout compris. Les forts et les humbles sont des frères pour lui, car ils sont tous nés de la terre et tous ont leurs peines. Quelles soient vides de soies éclatantes ou de guenilles, qu'importe ! Pour celui qui marche sans autre ambition que de marcher en avant, se vaut, et les hommes ne se mesurent qu'à leur vraie valeur : le dévouement et la bonté.

L'assassinat de Matteotti

Jacques Bainville, ne sachant trop comment expliquer et commenter l'ignoble crime du fascisme, tente de montrer l'innocence de Mussolini qui, accaparé par les charges du pouvoir, n'avait plus le temps de s'occuper de ses troupes et de son entourage qui, grisés par le succès, se corrompaient de plus en plus chaque jour :

Dès les débuts de son gouvernement, M. Mussolini a eu beaucoup à faire pour maintenir la discipline parmi ses troupes. Il y est parvenu tant que le fascisme a été à sa période de combat, tant qu'il ne s'est agi que des « chemises noires », dont l'organisation est d'ailleurs irréprochable.

D'autre part, chaque fois qu'il y a eu conflit ou scandale parmi les fascistes, M. Mussolini est intervenu. Sûffisamment averti des meurs de certaines parties de l'Italie, il a voulu empêcher le mouvement de dégénérer en mafia napolitaine. Il y a réussi, mais une épreuve plus difficile l'attendait : c'était le moment où le fascisme sortait de la période héroïque pour entrer dans la période parlementaire et où les vertus commencent à se corrompre. C'est une crise que tous les partis révolutionnaires connaissent lorsqu'ils accèdent au pouvoir. M. Mussolini n'a eu de véritables difficultés avec la Chambre que depuis les élections qui lui ont donné une majorité à lui. C'est une nouvelle application du mot bien connu : « Dieu garde de mes amis. Quant à mes ennemis, je m'en charge. »

L'affaire Matteotti est simple : on a fait disparaître un député de l'opposition qui se proposait de dénoncer un scandale de pétrole. Séquestration ou plus probablement assassinat, cette disparition a provoqué une sensation immense, tandis qu'il y a quelques mois, lorsque le fascisme « nettoiyait » l'Italie, personne n'aurait fait attention à la disparition d'un socialiste. L'événement a pris des proportions telles que M. Mussolini s'est senti ébranlé et qu'il a voulu

prendre la parole et est acclamé par le chant de l'*Internationale*, les cris de : « Vive le P. C. Italien ! Vive la dictature du prolétariat ! » Pour détruire le régime mussolinien, il n'était guère besoin de vanter les recettes dictatoriales qui ont permis à celui-ci de se maintenir au pouvoir.

tout de suite parer le coup en épurant l'administration, en imposant le respect de la loi et en appelant des personnalités venues des anciens partis constitutionnels.

Il est évident, pour quiconque observe les événements, qu'il y a quelque chose de changé en Italie. Les proportions que l'affaire Matteotti a prises subitement ne peuvent s'expliquer que par l'existence d'une atmosphère nouvelle. Et, probablement, ce sont les élections françaises du 11 mai qui ont produit ce changement ; l'Italie est trop près de la France. Les deux pays ont trop d'affinités pour qu'un courant qui passe chez nous ne soit pas senti chez elle. Peut-être la presse fasciste d'Italie a-t-elle eu tort de se réjouir avec bruit de nos élections qu'elle considérait comme une cause de faiblesse pour la France. Le fascisme lui-même pourrait bien s'en ressentir.

Mais oui, monsieur Bainville, le fascisme s'en ressentira, car c'est bien son procès qui commence. Après avoir accompli tant de forfaits, après avoir lâchement assassiné et bastonné des milliers d'ouvriers, il est bien temps que vienne le jour de la reddition des comptes.

Dans la boue et le sang, l'infâme régime fasciste va disparaître demain. L'assassinat de Matteotti est son dernier crime : « le jugement du monde » va se prononcer maintenant.

AU SUJET DE L'AFFAIRE CASTAGNA

Les manœuvres de l'Ambassade d'Italie

L'Ambassade d'Italie a lancé sur le parquet général tous ses diplomates au feint olivâtre, aux doigts chargés de bagues, aux noms retentissants, ornés de titres et de particules. Ils avaient comme mission de faire joindre les affaires Bonomini et Castagna afin qu'elles viennent à la même session des assises et produisent sur les jurés l'impression la plus défavorable possible. Ces derniers, pendant quinze jours au moins, n'auraient eu à s'occuper que d'incidents antifascistes. Mais ces messieurs de l'Ambassade sont tombés sur un « beco de gaz » comme on dit en italien. Les magistrats n'ont pas soutenu la manœuvre de leur appui. Ah ! si Léon Pourceau avait été ministre de la Justice ?

L'Italie Nouvelle, l'organe du fascisme en France, avoue sa déconvenue en annonçant que le procès de Castagna précéderait de quelques jours celui de Bonomini parce que « il a été impossible de lier les deux affaires ».

Les fascistes essaient de faire impression sur l'opinion publique en dénaturant les faits. Les jurés, heureusement connaîtront les affaires dans leur entier et pourront apprécier les procédés des tortionnaires fascistes, tant en Italie qu'en France. Ils verront de quel côté sont les victimes, de quel côté sont les assassins et ils acquitteront.

La Souris du Palais.

CHEZ THÉMIS

Autour d'une canaillerie

Une foule énorme d'artistes était réunie à l'audience de la 3^e chambre du tribunal civil, qui avait à juger de l'affaire Rooker. Et ils manifestèrent à plusieurs reprises leurs sympathies pour Fontenaille et Bottema.

Des pièces furent produites à l'audience qui démontrèrent que le malheureux Rooker ne fut pas la seule victime de la canaillerie de Mme Pangon ; notamment une lettre de Mlle Carpentier qui fut, avant Rooker, collaboratrice de Mme Pangon, et vint certifier que plusieurs motifs signés de cette marchande furent son œuvre.

De Monzie, sénateur du Lot, plaida pour l'exploiteuse et pour légitimer la demande de 100.000 francs de dommages-intérêts sur le fait que cette peu intéressante dame avait un revenu de 340.000 francs par an, ce qui laisse à supposer que nombreuses doivent être ses victimes.

Après cette plaidoirie, dans laquelle le sénateur du Lot démontra qu'il se prêtait à toutes les basses besognes pour de l'argent, le jugement fut renvoyé à quinzaine.

À TRAVERS LE MONDE

ALLEMAGNE

LE DOCTEUR FRANK, EN FORTERESSE, FAIT LA GREVE DE LA FAIM

Berlin, 17 juin. — On sait que vingt-cinq communistes ont été arrêtés le 25 mai dernier par la police baraque pour avoir pris part à une assemblée convoquée en dépit d'une ordonnance du gouvernement de Munich. La majeure partie des communistes arrêtés furent remis en liberté, mais on emprisonna les chefs dans la forteresse de Niederschönfeld.

Le docteur Frank, pour avoir pénétré en Bavière sans passeport, fut emprisonné dans une forteresse. Après son arrestation, il refusa, ainsi que deux autres, de prendre aucune nourriture. Le docteur Frank persiste stoïquement à faire la grève de la faim depuis 21 jours, et sa vie est en danger.

Les autorités bavaroises, avec leur cruauté coutumière, ont refusé de lui faire savoir si ses complices avaient été remis en liberté.

DANS PARIS

DEUX TYPES INTELLIGENTS

Un employé d'un grand restaurant parisien, Marcel Goujard, est disparu depuis lundi en emportant 35.000 francs. Le commissaire de Gaillon le recherche.

André Duteil, 30 ans, employé à l'agence B. L. 103, rue Lafayette, est parti le 12 courant avec 35.000 francs.

Le commissaire de Saint-Vincent-de-Paul le fait rechercher.

Nous souhaitons bonne chance aux deux débonnaires, en même temps que nous espérons que les magistrats ne réussissent pas à mettre leurs sales pattes dessus.

FEUILLETON DU LIBERTAIRE DU 18 JUIN 1924. — N° 2

Illusions perdues

par Honoré de Balzac

PREMIERE PARTIE

LES DEUX POÈTES

— J'y aurais succombé, se dit-il ; mais un jeune homme élevé chez MM. Didot s'en tirera.

Le septuagénaire soupirait après le moment où il pourrait vivre à sa guise. S'il avait peu de connaissances en haute typographie, en revanche il passait pour être extrêmement fort dans un art que les ouvriers ont plaisamment nommé « la sollographie », art bien estimé par le divin auteur du *Pantagruel*, mais dont la culture, persécutée par les sociétés dites de « tempérance », est de jour en jour plus abandonnée. Jérôme-Nicolas Séchard, fidèle à la destinée que son nom lui avait faite, était doué d'une soit inextinguible. Sa femme avait pendant longtemps contenu dans de justes bornes cette passion pour le raisin pilé, goût si naturel aux ours, que M. de Chateaubriand l'a remarqué chez les véritables ours de l'Amérique ; mais les philosophes ont observé que les habitudes du jeune âge reviennent avec force dans la vieillesse de l'homme. Sé-

chard confirmait cette loi morale : plus il vieillissait, plus il aimait à boire. Sa passion laissait sur sa physionomie oursine des marques qui la rendaient originales : son nez avait pris le développement et la forme d'un A majuscule corps de triple canon, ses deux joues veinées ressemblaient à ces feuilles de vigne pleines de gibbosités violettes, purpurines et souvent panachées ; vous eussiez dit d'une truffe monstrueuse enveloppée par les pampres de l'automne. Cachés sous deux gros sourcils pareils à deux buissons chargés de neige, ses petits yeux gris, où pétillait la ruse d'une avarice qui tuait en lui, même la paternité, conservaient leur esprit jusque dans l'ivresse. Sa tête chauve et découronnée, mais ceinte de cheveux gris-sourcils qui frisaient encore, rappelait à l'imagination les cordeliers des « Contes de La Fontaine ». Il était court et ventru comme beaucoup de ces vieux lampions qui consomment plus d'huile que de mèche ; car les excès en toute chose poussent le

corps dans la voie qui lui est propre. L'ivrognerie comme l'étude, engraisse encore l'homme gras et maigrit l'homme maigre. Jérôme-Nicolas Séchard portait depuis trente ans le fameux tricorne municipal, qui dans quelques provinces se retrouve encore sur la tête du tambour de la ville. Son gilet, son pantalon, étaient de velours verdâtre. Enfin, il avait une vieille redingote brune, des bas de coton chinés et des souliers à boucles d'argent. Ce costume, où l'ouvrier se retrouvait encore dans le bourgeois, convenait à ses vices et à ses habitudes, il exprimait si bien sa vie, que ce bonhomme semblait avoir été créé tout habillé ; vous ne l'auriez pas plus imaginé sans ses vêtements qu'un oignon sans sa pelure. Si le vieil imprimeur n'eût pas depuis longtemps donné la mesure de son aveugle avidité, son addiction suffirait à peindre son caractère. Malgré les connaissances que son fils devait rapporter de la grande école des Didot, il se proposa de faire avec lui la bonne affaire qu'il ruminait depuis longtemps. Si le père en faisait une bonne, le fils devait en faire une mauvaise. Mais, pour le bonhomme, il n'y avait ni fils ni père en affaires. S'il avait d'abord vu dans David son unique enfant, plus tard il y vit un acquéreur naturel de qui les intérêts étaient opposés aux siens ; il voulait vendre cher, David devait acheter à bon marché ; son fils devenait donc un ennemi à vaincre. Cette transformation du sentiment en intérêt personnel, ordinairement lente, tortueuse et hypocrite chez les gens bien élevés, fut rapide et directe chez le vieil ours, qui montra combien la sollographie rusée l'emportait sur la typographie instruite. Quand son fils arriva, le bonhomme lui témoigna la tendresse commerciale que les gens habiles ont pour

leurs dupes : il s'occupa de lui comme un amant se serait occupé de sa malheureuse ; il donna le bras, il lui dit où il fallait mettre les pieds pour ne pas se croquer ; il lui avait fait bassiner son lit, allumer du feu, préparer un souper. Le lendemain, après avoir essayé de griser son fils durant un plantureux dîner, Jérôme-Nicolas Séchard, fortement aviné, lui dit un « Caution d'affaires ! » qui passa si singulièrement entre deux hoquets, que David le pria de remettre les affaires au lendemain. Le vieil ours savait trop bien tirer parti de son ivresse pour abandonner une bataille préparée depuis si longtemps. D'ailleurs, après avoir porté son boulet pendant cinquante ans, il ne voulait pas, dit-il, le garder une heure de plus. Demain, son fils serait le naïf.

Ici, peut-être est-il nécessaire de dire un mot de l'établissement. L'imprimerie, située dans l'endroit où la rue de Beaulieu débouche sur la place du Mûrier, s'était établie dans cette maison vers la fin du règne de Louis XIV. Aussi, depuis longtemps, les lieux avaient été disposés pour l'exploitation de cette industrie. Le rez-de-chaussée formait une immense pièce éclairée sur la rue par un vieux vitrage, et par un grand châssis sur une cour intérieure. On pouvait d'ailleurs arriver au bureau du maître par une allée. Mais, en province, les procédés de la typographie sont toujours l'objet d'une curiosité si vive, que les chalandis aimaient mieux entrer par une porte vitrée pratiquée dans la devanture donnant sur la rue, quoiqu'il fallût descendre quelques marches, le sol de l'atelier se trouvant au-dessous de la chaussée.

(A suivre.)

L'Action et la Pensée des Travailleurs

Deux Journées de Propagande

DANS LA LOIRE

Pour l'Amnistie

Samedi soir 14 juin, à Saint-Etienne, pays de la houille, de la métallurgie et du textile.

Dans la grande salle de la Bourse du travail qui est spacieuse, 1.500 personnes sont présentes au meeting pour l'amnistie en France, en Russie et ailleurs.

Au bureau, Pichon, des Métaux comme président ; Héran, du Bâtiment et Rossiloli, des mineurs, comme assesseurs.

Le président annonce que la réunion est contradictoire et il donne la parole à Broussou, délégué du Comité de défense des emprisonnés russes. Ce dernier expose que l'amnistie, dans le fond comme dans la forme, doit être totale, complète, dans tous les pays, et notamment en France, en Espagne, en Italie, en Hongrie, en Bulgarie, en Russie, dans tous les pays où la répression se fait le plus sentir.

La Russie soviétique qui compose actuellement avec les gouvernements et les capitalistes étrangers, se doit de donner l'exemple aux pays bourgeois.

Un contradicteur moscovite à la parole. Pour lui, la Révolution russe continue, la répression n'est pas établie et il s'oppose à une propagande qui est une machine de guerre contre les Soviets.

Il lui est répondu que la Révolution russe s'embourgeoise, que malheureusement il y a en Russie une tcheka, des prisons, des îles de déportation et qu'en sont victimes, non des blancs, mais des rouges : des socialistes-révolutionnaires, des syndicalistes, des libertaires. Les Soviets ont tout intérêt à libérer leurs prisonniers politiques.

Puis Chazoff raconte ce qu'il a vu en Russie il y a deux ans, cite les faits qui ont été publiés depuis dans la presse bolcheviste et qui confirment chaque jour que la révolution est « loupée » par la Nep et le retour au capitalisme, par la répression contre les fractions d'avant-garde qui veulent soutenir leurs points de vue contre le pouvoir.

C'est triste à dire, mais c'est la vérité. Devons-nous nous attarder à chérir une façade qui cache un intérieur contraire à nos revendications et à notre idéal ? Non, l'oppression est à recommencer, et il faut nous mettre tout de suite à l'ouvrage.

« Le même contradicteur remonte à la tribune, moins sûr de lui-même que la première fois. Les arguments de Chazoff ont porté, les applaudissements nourris de la salle en sont des preuves. Et le défenseur acharné de la façade moscovite, ébranlé, personnellement, en est réduit à débiter pour la forme quelques clichés qui n'ont plus d'effet. »

En une péroraison éloquent, Chazoff déclare que le but de la réunion n'est pas de dénigrer un essai de transformation sociale, mais de tirer des leçons d'une expérience ratée par le mauvais esprit de sectarisme, de domination, de dictature, et de chercher à faire mieux pour aller vers le bien-être et la liberté. Et pour le moment, le premier geste à faire, c'est de libérer toutes les victimes de la guerre, de la répression gouvernementale. La Russie ouvrière et paysanne s'honorera en libérant ses détenus politiques.

L'auditoire est de cet avis en applaudissant chaleureusement. Et les 30 ou 40 camarades communistes qui croyaient, au début, devoir faire une opposition irréductible s'en vont sagement, peut-être convaincus que les meilleurs défenseurs de la révolution russe ne sont pas ceux qui en vivent. Ordre du jour et radio d'amnistie ont été adoptés d'enthousiasme.

DANS LE RHONE

Contre la répression

A Lyon, à la même heure qu'à Saint-Etienne, les auditeurs se trouvaient également nombreux pour réclamer l'amnistie totale dans tous les pays.

L'organisation de ce meeting était un symbole réconfortant puisqu'elle était un geste de rapprochement et d'unité, ayant été entreprise par l'Union confédérée, l'Union unitaire et la Bourse du travail.

L'assemblée se tint à la Bourse, sous la présidence de son secrétaire Arragain, assisté de Bonafé et de Cordier.

Pontal et Monier, pour l'Union unitaire, réclament l'amnistie pour tous les faits de guerre, de politique et de répression.

Vivier, de l'Union confédérée, modéré dans ses termes, fit une grande impression en signalant le besoin d'amnistie en Russie comme ailleurs.

Besnard, délégué du Groupement de défense des emprisonnés russes, demande que tous les peuples se dressent pour obtenir l'amnistie en faveur de tous les persécutés, de quelque pays qu'ils soient. La Russie n'est plus soviétique que de nom, elle a fait faillite à ses promesses, et cependant il ne faut pas confondre le gouvernement bolchevique avec la population ouvrière et paysanne. Le pouvoir se déshonore en réprimant la liberté d'opinion, et ces pratiques détestables causent un grand préjudice à l'idée révolutionnaire.

L'orateur est ovationné à sa conclusion. Pas de contradiction, pas le moindre incident. Un ordre du jour, réclamant l'amnistie totale en France, en Russie, etc., est adopté d'enthousiasme, avec envoi d'un radio.

Le Congrès de l'U. D.

Il s'ouvre le dimanche 15 juin, à 9 heures du matin, à Villeurbanne, banlieue lyonnaise, dans la grande salle du Cercle syndicaliste.

Au bureau, Dechavannes, de l'Ameublement, comme président, assisté des camarades Eyssor, des maçons et Longelay, du textile de Pont-Trambouze.

L'équipe des orthodoxes, qui a conscience de sa position, se place à droite de la tribune, bien au bout d'une longue table.

La Commission des mandats comprend

trois communistes et deux syndicalistes. Elle se retire pour travailler.

Pendant ce temps, la discussion s'amorce avec Cellier, du P.L.M., un communiste, qui s'explique longuement sur la situation, trop longuement même car le camarade Acary, des plâtriers-peintres doit intervenir pour rappeler à l'orateur qu'il faut attendre la validation des mandats avant d'engager le fond des débats.

En ce jour d'anniversaire de Zola, on lit avec plaisir une maxime du maître exprimée sur le mur en belle gothique : « Le monde sera un jour ce que le travail l'aura fait ». Cela nous console des ridicules « mots d'ordre » des docteurs marxistes.

La C.G.T.U. est représentée encore cette année par Dudilleux qui a du courage puisqu'il vient courir le risque d'être battu une seconde fois.

Comme aux temps héroïques des C.S.R., la Minorité syndicaliste a envoyé un délégué aux troupes du « majoritaire ». Ce délégué, c'est Besnard.

L'U. D. de la Loire est venue apporter son salut syndicaliste par l'organe de Lorduron et d'autres délégués.

Entre temps, une lettre de la Fédération moscovitaire du Textile est lue, et amène des protestations. Le Congrès estime que Richetta abuse, et passe à l'ordre du jour.

Perfète, rapporteur des mandats, annonce au Congrès que la commission, à l'unanimité, a validé cinquante-sept mandats, que trois sont contestés et quatre réservés.

Le Syndicat autonome du P.-L.-M. a envoyé une lettre. Il proteste contre l'emprise politique et réclame son admission au Congrès. Le secrétaire de l'U. D. Pontal, tout en étant adversaire de la subordination, s'oppose à l'admission, et le Congrès est de son avis.

Pontal signale que les syndicats communistes ont formé un comité intersyndical qui a perçu des cotisations dues à l'U. D. Comme Cellier intervient, des délégués lui reprochent d'avoir présenté une motion au nom des cheminots de l'Arbresle, alors que ce mandat est confié à un syndicaliste.

Le Congrès ne goûte pas bien cette façon de conquérir les syndicats, et l'usurpateur se fait copieusement attrapper.

Argence fait l'histoire du conflit des métaux. En février, l'assemblée de ce syndicat, avec plus de 100 voix de majorité, proteste contre l'asservissement de la C. G. T. U. au Parti Communiste. En guise d'avertissement, le syndicat décide de se retirer provisoirement de la fédération inféodée aussi à la politique, mais il restera à l'Union des Syndicats du Rhône, il ne sera plus confédéré que d'une jambe.

A la suite de ce geste de défense syndicaliste, la minorité orthodoxe se retire du syndicat et se constitue en groupement dissident, donna son adhésion à la Fédération communiste des Métaux.

Le Syndicat des Métaux de Lyon n'a plus confiance au bureau confédéral unitaire, ni au bureau fédéral des Métaux. Ces organismes ont renié non seulement la charte d'Amiens, mais la charte constitutive de la C. G. T. U. qui était une affirmation nette d'indépendance vis-à-vis de tous les partis politiques.

Les métallurgistes de Lyon ne sont pas autonomes dans le sens égoïste, isolé, centrifuge, indiscipliné. Non, ils ont voulu se mettre à l'abri de la déviation et faire un geste d'alarme. Ils ne sont d'ailleurs pas les seuls, et dans le département même, il y a des syndicats dans leur cas.

Du point de vue départemental, on ne peut rien reprocher à l'U. D., elle a agi dans un souci d'unité, elle n'a pas voulu chasser un syndicat qui a droit de cité depuis longtemps, elle s'est inspirée des précédents hospitaliers et unitaires des U. D. du Cher, de l'Indre, de la Meurthe-et-Moselle.

L'argumentation d'Argence est un bon avertisseur pour les débats... et pour le déjeuner, car il est midi, et c'est l'heure d'aller à la soupe. La plupart des délégués mangent au restaurant du Cercle Syndicaliste, et, ma foi, personne ne le regrette, le menu est soigné et agréablement de bons mots. Les « gones » ont le sel provencal, et on se croirait presque au pays de Barthalon, de Boisson... et de Mistral.

A 14 heures, le débat reprend avec le même bureau. Chose curieuse et peut-être unique dans les annales de la discussion, la validation des mandats se trouve liée avec les rapports moral et financier, avec l'orientation et la question de confiance. Les Grecs, interminables rhéteurs, les Romains, orateurs merveilleux, n'ont sans doute jamais accompli ce tour de force. Les Lyonnais, aussi bien ceux de la minorité syndicaliste que ceux de la majorité syndicaliste — ne craignent pas le gros travail. On perd du temps à trop sérier. Et à force de sérier, on divise. A Lyon, on ne veut pas de la division, et c'est sans doute pourquoi le Congrès n'a fait qu'une seule Louchée de tous les points qui se présentaient à son examen.

La parole est à Dudilleux, délégué officiel de la C. G. T. U. Il tient à se débarrasser du rite traditionnel et apporte simplement le salut de la fille aînée de l'I. S. R. S'il est venu ici au Congrès, comme l'année dernière, c'est parce qu'il s'agit d'une question de code syndical, le droit organique, de jurisprudence confédérale. Si longue expérience de fonctionnaire syndical le désignait pour résoudre ce point litigieux. Comme un conseiller d'Etat ou de Cassation, il veut s'élever au-dessus des misérables questions de tendance et ne voir que la Loi.

Puis, on ne sait pourquoi, il descend des hauteurs doctrinales et fonce brusquement sur ce mécréant de *Libertaire* quotidien qui a inséré la prose des « Saint-Dicat », des « Gones », de « l'Arquebuse », de « Pépin le Bref » et autres « groupes de syndicats » qui opèrent dans l'anonymat.

Le Congrès s'amuse, et des délégués signalent que pour l'anonymat et la calomnie, les *Pravda* de Paris et de province battent tous les records.

Le délégué confédéral revient maladroitement au sujet et déclare que le Syndicat des Métaux avait préparé avant coup des

cartes autonomes. Raitzon, Argence, Marmonnier, Nury, lui donnent aussitôt le démenti, et il n'insiste pas.

Puis un dialogue aussi imprévu que brillant s'engage. Avec les Lyonnais, il faut faire attention à ce que l'on dit.

Ah, si nous étions restés respectueux de la charte commune ! soupire Dudilleux en si bémol.

Et la Charte d'Amiens, réplique Argence en ut majeur.

On n'a jamais appliqué rigoureusement les statuts à la C. G. T. U., reprend Dudilleux après une pause.

Heureusement pour toi, riposte un gène authentique de la Guille, sans quoi tu ne serais pas secrétaire à perpétue.

Un point d'orgue. Le délégué confédéral s'élève contre la nomination de Pontal au secrétariat de l'U. D. parce que présenté par le Syndicat des métallurgistes qui a quitté sa bonne fédération.

Et plusieurs délégués de s'écrier :

— Et le secrétaire de la Main-d'Œuvre étrangère de la C. G. T. U. que vous êtes allés chercher chez les réformistes d'Amsterdam au détriment de candidats organisés dans l'I. S. R.

Puis le secrétaire confédéral veut bien reconnaître que le Comité intersyndical tendance communiste a perçu irrégulièrement des cotisations destinées à l'U. D. U., mais il les a en dépôt, et est prêt à les restituer si tout va bien.

Et de nouveau, un put tendancieux amène des quolibets. Dudilleux est interpellé sur son inamovibilité et répond qu'il fait quinze à seize heures de propagande par jour.

Reviens avec nous à l'atelier, tu n'en feras que huit, ripostent plusieurs congressistes.

Je suis l'avocat de la C. G. T. U., reprend le docteur en droit de la Grange-aux-Belles.

Et payé pour cela, ajoutent les justiciables du code unitaire.

Dudilleux présente à sa façon son contradicteur Besnard. C'est le « chef » de l'autonomie et le représentant de l'A. I. T. de Berlin. Le Congrès proteste contre l'avocat qui se fait procureur.

Enfin, Dudilleux termine sur le terrain où il aurait dû rester. Il défend la structure organique de la C. G. T. U. suivant le point de vue de l'Etat-major, et le bureau confédéral ne donnera sa bénédiction qu'aux fidèles bien imprégnés de soumission et d'orthodoxie.

Amen, conclut le délégué des pompes funèbres qui sait un peu de latin.

Voici Besnard, délégué de la Minorité syndicaliste. Il sera aussi bref et aussi clair que son prédécesseur a été long et confus. L'U. D. du Rhône doit se déterminer elle-même. Elle connaît les statuts, la discipline, les désirs d'unité, et elle n'a pas besoin d'un débat juridique pour être éclairée.

Besnard n'a pas de conseils à opposer à ceux de Dudilleux, car le débat est intérieur à l'Union départementale. Si l'on veut une controverse doctrinale, les syndicalistes sont prêts à l'accepter.

Il termine en protestant contre les inexactitudes de Dudilleux au sujet de l'autonomie et de l'A. I. T. Il a démissionné de cette dernière en même temps que le C. D. S. se séparait. Cela tout le monde le sait, même Dudilleux. Alors, pourquoi compliquer la situation avec des contre-vérités.

Nous nous élevons contre l'emprise politique, parce qu'elle est génératrice de division et d'impuissance. Nous pensons que c'est seulement dans l'Unité que la classe ouvrière trouvera sa force de réalisation. L'orateur est bien applaudi.

Nous publions demain la suite des débats. Rappelons que la motion suivante a été adoptée par 57 voix contre 25 :

« Le Congrès, appelé à se prononcer sur la validation des mandats, décide que ne seront admis, avec voix délibérative, que les syndicats remplissant les conditions statutaires. »

Néanmoins, dans un désir d'unité, le Congrès admet, à titre consultatif, les syndicats qui n'ont pas rempli leurs obligations, et leur demande, en même temps, de régulariser leur situation, afin de conserver leurs droits à l'U. D., et pour permettre à cette dernière de poursuivre sa propagande et son action.

Le Congrès, enregistrant la démission du camarade Pontal, secrétaire de l'U. D., y voit la preuve sincère et évidente d'attachement à l'unité manifestée par le bureau et la C. E. de l'U. D.

En ce qui concerne les manifestations qui se sont produites contre l'emprise politique, le Congrès fait sienne la décision du comité général de l'U. D. du 27 février 1924, et invite de façon pressante les fractions dissidentes à rejoindre au plus tôt leurs organisations régulières.

Et se sépare au cri de : Vivent l'Unité et l'indépendance du Syndicalisme révolutionnaire !

B. BROUTCHOUX.

Le repos du dimanche dans l'Ameublement

Le 26 mai 1924, à la suite de démarches syndicales, un arrêté préfectoral prescrivait la fermeture des magasins de meubles et literie pendant toute la durée du dimanche.

La Chambre syndicale des employés de la région parisienne s'est mise d'accord avec les Chambres syndicales patronales de l'ameublement pour faire entrer l'arrêté préfectoral en vigueur.

Des délégations mixtes se sont rendues, la semaine dernière, chez les marchands de meubles connus comme réfractaires à la fermeture du dimanche et leur ont demandé de se conformer à la loi.

Dimanche, une surveillance étroite a été assurée par les délégations mixtes qui ont fait dresser des contraventions à plusieurs commerçants de meubles, au 108 et au 117, avenue d'Orléans, au 65, boulevard Ornano.

Certains commissaires de police ont donné des ordres pour que la fermeture des maisons d'ameublement de leur quartier soit rigoureusement observée.

La Chambre syndicale des employés de la région parisienne a déclaré que la surveillance se continuera dimanche prochain et les dimanches suivants, d'accord avec la Chambre syndicale patronale de l'ameublement, et que des mesures seront prises contre les maisons d'ameublement qui seront ouvertes.

Les grèves

Chez les fondeurs de la Maison Debard. — Depuis plus de vingt jours de grève, les camarades grévistes de cette boîte ont toujours le même esprit de combativité. Soutenus par la solidarité qui s'affirme jour après jour, ils ont résisté aux provocations policières, les camarades conscients de leur droit, sont décidés à mener la bataille jusqu'au bout. Ils signalent à tous les copains de la fonderie, l'attitude du sieur Pouplin qui a trahi la cause syndicale en rentrant tête basse dans la boîte.

Camarades mouleurs, dites partout que la maison Debard est toujours à l'index.

Chez les Plombiers-Poseurs. — Les plombiers-poseurs ont dans un élan magnifique, entamé leur 4^e semaine de grève et sont décidés plus que jamais à tenir jusqu'au bout, devant l'intransigeance patronale, qui s'obstine à ne rien accepter de leurs revendications. Ils font appel de nouveau à toutes les corporations voisines et principalement aux ferrassiers afin qu'ils soignent les renards de la pose quand ils en trouvent.

Demandant aux camarades de la S.A.D.E. travaillant au dehors, de fréquenter plus assidûment les réunions.

Réunion du Comité de grève à 14 heures, des grévistes à 15 heures.

Le S. U. B.

Dans l'Ameublement. — Les ouvriers de la maison Nelson qui sont à la neuvième semaine de grève, ont décidé dans leur réunion de mardi de continuer la lutte jusqu'à satisfaction.

Ce ne sont pas les lettres recommandées, ni le papier timbré envoyés par la direction de cette maison, à ses ouvriers, qui peuvent mettre fin au conflit.

M. Nelson n'a pas à se faire d'illusions, les ouvriers sont patients et ils sauront attendre que la direction soit animée de meilleurs sentiments.

L'organisation syndicale a pris ses dispositions pour que la mise à l'index de cette maison soit respectée.

Que tous les ouvriers qui travaillent apportent leur solidarité en prenant la carte hebdomadaire à cinq francs. La victoire des ouvriers en lutte sera celle de tous les ébénistes.

La Commission.

Le Comité National de la Fédération des Moyens de Transport

Le Comité National de la Fédération des moyens de transport se tiendra aujourd'hui mercredi 18 courant, à 9 heures du matin, à la Bourse du Travail, salle des Cours B.

Ordre du jour : Correspondance, modifications aux traités, contrats collectifs du travail, arbitrage obligatoire, Congrès international des transports, questions diverses.

Communiqués syndicaux

Fédération du Bâtiment. — Réunion de la Commission exécutive ce soir, à 20 h. 30 précises, au siège.

Comité intersyndical du 14^e. — Ebénistes, tous au meeting pour l'amnistie, salle du restaurant coopératif, 67, avenue Philippe-Auguste.

Ebénistes. — Conseil syndical demain, à 18 h. 30, au siège.

Machinistes et Accessoiristes de Paris. — Nécessaire. Nous apprenons avec tristesse le décès de la femme de notre bon camarade Lucien Lamarque. Il nous laisse ici, ainsi que toute sa famille, l'expression de nos condoléances les plus sincères.

Les obsèques auront lieu cet après-midi, à 15 heures très précises. On se réunira à la maison mortuaire à 14 h. 30, rue Eugénie, à Stains (Seine).

Moyens de communication : Tramways Paris, Porte de la Chapelle-Barrage Correspondance (Barrage) ; ensuite, tramways pour Stains. Chemins de fer du Nord, départ de Paris 12 h. 02, 13 h. 27.

Métaux (Bronze). — Réunion du Conseil à 19 heures Bourse du Travail, 2^e étage.

Minorité syndicaliste de la Seine. — Réunion de la Commission de travail vendredi, à 21 h., avenue Malherbe-Moreau, salle des Travaux, premier étage.

Suite de l'étude sur les Comités d'usine et sur les Comités intersyndicaux.

Jeunesse syndicaliste de Clichy. — Tous les camarades du Groupe sont priés d'être exacts et présents à la réunion d'aujourd'hui, à la Bourse du Travail, 60, rue de Paris, à 20 h. 30, et de faire tout leur possible pour y amener tous les jeunes copains sympathisants qu'ils connaissent.

Causerie par le camarade Bonvallet sur le problème économique ; ensuite, Exposé du Congrès de la Seine.

Livre (18^e section locale). — Ce soir, à 20 h. 30, salle Garrigues, 20, rue Ordener, près le pont Maréchal, grande réunion de propagande et d'éducation.

Les types, imprimeurs, lithos de 18^e arrondissement assisteront à cette réunion publique et feront autour d'eux la plus active propagande pour y amener leurs camarades du Livre.

Causerie sur les leçons locales dans le mouvement syndical.

DANS LE S.U.B.

FUMISTES INDUSTRIELS. — Tous les camarades syndiqués ou non ont pour devoir d'assister à la grande réunion qui aura lieu dimanche 22 juin, salle Varlin, Bourse du Travail. Pour faire appliquer les décisions de la dernière réunion et pour faire aboutir nos revendications, tous les moyens doivent être mis en œuvre. Tous à la réunion !

SERRURERIE. — Dans sa dernière réunion, le Conseil de section a enregistré plusieurs démissions. D'autre part, le secrétaire de section, de par sa fonction au S.U.B., est aussi démissionnaire. L'Assemblée générale aura lieu le dimanche 29 juin, salle Raymond-Lefebvre, 8, avenue Mathurin-Moreau. A son ordre du jour : Election du Conseil et de secrétaire ; la Situation corporative. Il est rappelé que le Conseil est composé de neuf membres, dont le secrétaire. Les candidatures sont reçues dès aujourd'hui au bureau du S.U.B.

CARRELEURS-FAIENCIERS. — Réunion ce soir, à 17 heures, salle Varlin, Bourse du Travail.

PERMANENCE PRUD'HOMALE. — De 19 h. à 20 heures, bureau 13, 4^e étage.

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués.

Le Gérant : René DEVRY

Imprimerie spéciale du *Libertaire* 10-12, rue Paul-Lelong, Paris

La Vie de l'Union Anarchiste

Conseil d'Administration DU « LIBERTAIRE »

Aujourd'hui, à 21 heures, réunion du Conseil d'Administration, au lieu habituel.

Paris et Banlieue

Groupe des 8^e et 9^e. — Réunion du Groupe ce soir, ban des Trois-Portes, 43, rue Saint-Lazare.

Sujets divers : Meetings en cours.

Groupe libertaire de Pantin-Aubervilliers. — Réunion du Groupe ce soir, à 20 h. 30, salle Gilbert, 28, rue du Vivier, à Aubervilliers.

Groupe d'Etudes sociales d'Issy-les-Moulineaux. — Réunion ce soir, à 20 h. 30, rue André-Chénier, 26.

Les camarades trésoriers et secrétaires sont priés d'être présents.

Province

Fédération anarchiste du Centre. — Réunion du Comité d'initiative demain, à 20 h. 30, local habituel, rue du Clos-Rocher.

Ordre du jour : Propagande et Organisation.

Groupe libertaire de Bordeaux. — Réunion, vendredi, à 20 h. 30, au bar des Sports, place des Augustins. Que les camarades et sympathisants viennent nombreux.

Sujet à traiter : Possibilités de propagande à Bordeaux et dans la banlieue.

Groupe libertaire du Havre. — Vendredi, à 20 h. 30, réunion de tous les camarades.

Discussion sur le meeting ; Règlement des abonnements ; Réclamations et Libération.

Que tous les copains qui sont en compte soient présents.

Campagne à envisager pour l'amnistie universelle.

Toulon. — Jeunesse libre. — Vendredi 20 courant, à 18 h. 30, causerie par le camarade Riemer, retour de Paris.

Ordre du jour : Organisation d'une tournée de propagande et d'agitation libertaires dans la Var.

Tous les camarades de Toulon et de la banlieue sont priés d'y assister.

Groupe libertaire d'Angers. — Réunion du Groupe ce soir, maison du Peuple.

Causerie : Bibliothèque.

Invitation cordiale à tous.

Groupe libertaire et d'Etudes sociales de Troyes. — Convocation pour le Groupe regne trop tard.

Nota. — Cap René se tiendra chaque mardi à la disposition des lecteurs et amis du « Libertaire » qui ont promis les 20 thunes mensuelles.

Communications diverses

Grupo libertaria idista. — Ceux d'entre nos lecteurs que la question intéresserait sont priés d'envoyer un questionnaire individuel ou communautaire anarchiste. Ce groupement englobe tous les camarades résidant en France. Pour tous renseignements, s'adresser à Jules Vignes, à Saint-Genis-Laval (Rhône) (par correspondance). Cours gratuit de langue internationale ido, fonctionnant toute l'année, au siège du Groupe, à l'adresse ci-dessus.

Famille nouvelle. — Demain, à 21 heures, réunion du Cercle, salle du Restaurant coopératif, 173, boulevard de la Villette (métro Aubervilliers).

L'ordre du jour étant très important, les sociétaires sont instamment priés d'être présents.

Groupe théâtral. — Adhésions et répétition, ce soir, à 20 h. 30, brasserie de la Mairie, 61 rue du Faubourg-Saint-Martin.

La Muse rouge (23^e année). — Groupe des poètes et chansonniers révolutionnaires.

Ce soir, à 20 h. 30, réunion au siège, 49, rue de Bretagne.

Suite de l'assemblée générale. Ordre du jour très important.

La présence de tous est indispensable.

Club du Faubourg. — Aujourd'hui, à 14 heures, théâtre du Crystal-Palace, mise en accusation de la « Nègresse dans la piscine ; Peut-on blanchir les nègres ? ». Accusés : MM. Vincent Hyppar et Fernand Mysor. Ainsi que le procès d'« Ulysse Caïre (les Noirs peuvent-ils aimer les Blancs ? la Sorcellerie des Noirs rassemblés-elle au Spiritisme des Blancs ? que faut-il au Noir : instruction laïque ou catholique ? ». Accusés : MM. Marius et Ary Le Blond. Défenseur : M. René Maran, l'auteur de « Batouala ». Accusateur : M. Diagne, Député du Sénégal. Témoins convoqués : Mme Rachilde ; MM. Pierre Mille, Jean d'Esne, Camille, docteur Vachet, etc. La parole sera donnée aux parisiens et aux adversaires des noirs. Pour la contradiction, secrétariat, le matin, 39, rue de Moscou (Central 34-23).

Locataires du 1^{er}. — Convocation parvenue trop tard.

PETITE CORRESPONDANCE

Seyer, apporté au plus vite la clef